

PROFIL

Septembre 2019
2/113^e année

JOURNAL LIBÉRAL-RADICAL, PROGRESSISTE ET DÉMOCRATE

ÉDITORIAL
p. 3

CONSEIL DES ÉTATS
p. 6

CONSEIL NATIONAL
p. 14

SPÉCIAL

ÉLECTIONS FÉDÉRALES



3

ÉDITORIAL
L'alliance des
générations

6

CONSEIL DES ÉTATS
Johanna Gapany
Un regard vers Berne

14

CONSEIL NATIONAL
Yasmina Savoy &
Jacques Bourgeois

20

CONSEIL NATIONAL
Nadine Gobet &
Nicolas Taverna

26

CONSEIL NATIONAL
Isabelle Portmann &
Estelle Zermatten

31

CONSEIL NATIONAL
Romain Collaud &
Kilian Deillon

37

CONSEIL NATIONAL
Océane Gex &
Alexandre Vonlanthen

42

CONSEIL NATIONAL
Raphaël Casazza &
Fabian Kuhn

48

CONSEIL NATIONAL
Victoria Malecki &
Christoph Wieland

Profil

À PROPOS

Profil est un journal indépendant, lié au Parti libéral-radical fribourgeois (PLRF). Héritier d'une longue tradition éditoriale dans le canton de Fribourg, il est le descendant de *L'Indépendant*, fondé en 1898. Édité par l'Association pour la défense des idées libérales-radicales (ADIR), *Profil* paraît quatre fois par année et apporte à ses lecteurs des informations sur la vie du PLRF et de ses élus. Il offre des éclairages sur des thèmes de société à la lumière du libéralisme et du progressisme.

IMPRESSUM

RÉDACTION & RÉGIE DES ANNONCES

Case postale 1206, 1701 Fribourg 1
CCP 17 – 228 – 2
profil@plrf.ch

ABONNEMENTS

40.— CHF par année
Pour les abonnements, prière de vous adresser à:
Janine Grandjean, secrétaire de l'ADIR
janine.grandjean@bluewin.ch

IMPRESSION

media f sa
Rue de Vevey 255, 1630 Bulle

COMITÉ DE RÉDACTION

Président: Valentin Bard
Rédacteur: François de Ræmy
Membres: Yannick Gigandet,
Kilian Deillon, Valentin Sapin,
Arnaud Touron

ÉDITEUR RESPONSABLE

ADIR
Parution 4 éditions par an
Tirage 3'700 exemplaires

L'ALLIANCE DES GÉNÉRATIONS

4660: c'est le nombre de candidats en lice, sur l'ensemble du territoire helvétique, pour l'élection au Conseil national du 20 octobre prochain. Un rapide calcul nous permet de dire que seuls 4.3 % d'entre eux seront élus à l'issue du scrutin. Une vague de déception atteindra-t-elle donc la Suisse au soir du 20 octobre? Assurément non, car ces candidats sont conscients de leurs — très — faibles chances de succès. Pourquoi donc se présentent-ils toutes et tous?

Outre le renouvellement de nos représentants, l'élection au Conseil national sert à promouvoir la diversité des militants de chaque parti, à démontrer les compétences de leurs candidats, souvent d'ailleurs déjà investis à d'autres échelons politiques. Surtout, elle sert à profiler des personnalités, à les faire connaître au grand public, en vue, peut-être, d'élections futures.

Depuis quelques années, certains partis politiques multiplient les listes, avec un seul credo: toutes les minorités sont bonnes à être présentées sur une liste à part entière, pourvu que cela ramène des suffrages à la liste principale. Les conséquences de cette démarche ne sont cependant pas aussi positives qu'elles n'y paraissent. En effet, les candidats sont si nombreux que, parmi leurs dizaines de colistiers, il est très difficile de se distinguer et de se faire connaître. En résumé, présenter de nombreuses listes, en prétendant le faire pour profiler des candidats moins connus, servira avant tout aux sortants, qui sont les seuls à pouvoir se démarquer grâce à leurs acquis et notoriété.

Conscients de leur devoir de responsabilité, le PLR fribourgeois et les Jeunes Libéraux-Radicaux n'ont pas cédé à ce calcul électoral et lui ont préféré ce dicton bien connu: la qualité plutôt que la quantité. C'est donc 14 candidats (7 sur la liste mère et 7 sur la liste Jeunes) qui portent les couleurs libérales-radicales pour l'élection au Conseil national. Pour le Conseil des États, Johanna Gapany, députée et conseillère communale à 30 ans, reconnue parmi ses pairs pour ses compétences hors-norme, défendra les idées libérales-radicales. *Profil* tient à saluer le PLR et la section Jeunes pour leur stratégie.

Dans ce même ordre d'idées, cette édition fait honneur à nos 14 candidats, de manière originale et novatrice. C'est ainsi que vous trouverez 7 chapitres thématiques, sous forme d'interviews, réunissant pour chacun d'eux 1 candidat de la liste PLR et 1 candidat de la liste jeune, preuve de l'importance que le PLR donne à la relève. Quant à notre candidate au Conseil des États, elle bénéficie d'un chapitre à part entière.

À vous, chères candidates et chers candidats, cette édition est notre — modeste — pierre à l'édifice pour votre campagne électorale. Nous tenons à vous remercier de vous être mis à disposition et de porter nos idéaux. À vous, chères lectrices et chers lecteurs, nous vous souhaitons une excellente lecture et vous invitons à voter et faire voter les listes 3 et 14!

VALENTIN BARD
Président de l'ADIR



Visitez nos expositions
à Fribourg, Bulle et Payerne

centre **RIESEN**

Fribourg | Bulle | Payerne

Cuisine & Habitat
Electroménager



services net. sa

FACILITY SERVICES ET PROPRETÉ

www.sjservices.ch | 026 422 34 35



VALENTIN BARD

PRÉSIDENT DE L'ADIR

Membre du comité de rédaction depuis 2015, Valentin Bard en a repris les rênes en 2017. Il a débuté la politique au Conseil général de Romont en 2011, institution qu'il a présidée en 2014. Détenteur d'un brevet d'avocat, il a récemment été nommé Lieutenant de Préfet de la Glâne.



YANNICK GIGANDET

MEMBRE DU COMITÉ

Ancien président des Jeunes Libéraux-Radicaux fribourgeois, Yannick Gigandet est membre du comité de rédaction depuis 2014. Après avoir obtenu un Master à l'Université de Saint-Gall, il travaille actuellement pour un moteur de recherche d'emplois.



FRANÇOIS de RÆMY

RÉDACTEUR RESPONSABLE

Rédacteur responsable de *Profil* depuis 2015, il travaille pour une société de production vidéo spécialisée dans la vulgarisation scientifique et les liens qui unissent la communauté académique à la cité.



VALENTIN SAPIN

MEMBRE DU COMITÉ

Candidat au Conseil général de la Ville de Fribourg, Valentin Sapin est membre des JLR. Titulaire d'un Master en droit à l'Université de Fribourg, il effectue actuellement son stage d'avocat dans ce même canton.



ARNAUD TOURON

MEMBRE DU COMITÉ

Membre des Jeunes Libéraux-Radicaux fribourgeois, Arnaud Touron a rejoint récemment le comité de rédaction de *Profil*. Il travaille actuellement pour une société spécialisée dans la transmission d'entreprise, suite à des études universitaires en management.

JOHANNA GAPANY

CONSEIL DES ÉTATS

UN REGARD VERS BERNE



Conseillère communale de la ville de Bulle, Johanna Gapany a un parcours politique fulgurant, en phase avec sa personnalité. Aujourd'hui, elle se présente au Conseil des États, un choix audacieux, mais cohérent. Nous l'avons rencontrée à Fribourg, au cœur de ce canton dont elle souhaite porter haut les couleurs à Berne.

Comment s'est dessiné le chemin qui vous a conduit jusqu'à votre candidature au Conseil des États?

Étant vice-présidente du PLR fribourgeois, j'ai suivi au départ les discussions à l'interne pour savoir quelle campagne nous souhaitions entreprendre. J'ai participé aussi à la recherche des candidats pour le Conseil national. Comme j'ai été par ailleurs cheffe de campagne en 2015 de la liste mère au Conseil national, sur laquelle étaient déjà candidats Jacques Bourgeois et Nadine Gobet, je trouvais assez logique

de persévérer dans cette voie, en les soutenant à nouveau pour renforcer la force du PLR au Conseil national. Au final, nous sommes arrivés à la conclusion que c'était cohérent avec mon profil que je me présente au Conseil des États. Ça l'est d'autant plus que j'avais la volonté d'aller au Conseil des États, là où les discussions sont moins partisans, mais d'abord en faveur du canton. Or, œuvrant à l'exécutif de la ville de Bulle, j'ai l'habitude de travailler dans cet état d'esprit en trouvant des compromis, pour faire valoir d'abord l'intérêt du citoyen, bien que la réalité fédérale soit très différente de la réalité communale et cantonale.

La campagne au Conseil des États est très orientée vers le débat et exige une connaissance très approfondie des dossiers fédéraux et ça me plaît, car ça me permet de progresser et d'apprendre beaucoup.

Faire campagne, est-ce que c'est pour vous un exercice naturel et facile, ou une corvée?

C'est un exercice très intéressant et stimulant! La plus grande compétence qu'il faut avoir lorsqu'on fait campagne, c'est l'écoute et l'empathie, savoir être présent, pour de vrai, avec et pour les gens. Pour ce qui est du déroulement des choses, avant même d'annoncer ma candidature, il y a eu différentes étapes. Si je n'avais pas eu une équipe et une cheffe de campagne soudées autour de moi, je pense que je n'y serais pas allée seule. C'est vraiment un travail d'équipe et ça, c'est fondamental. Après, il y a eu toute une partie un peu latente de travail à l'interne. Comme j'évolue dans un Conseil communal, je connais déjà passablement de sujets, mais certainement pas toutes les réformes ni toutes les discussions qui occupent la scène nationale. Ce qui est important pour

moi, c'est d'arriver au Conseil des États avec un regard neuf et cela nécessite évidemment une connaissance approfondie de la politique nationale. J'ai donc rencontré plus d'une vingtaine de spécialistes évoluant dans le sillage du Parlement et issus de tous les domaines, que ce soit celui de la sécurité, de l'innovation technologique, de la santé ou encore de la prévoyance. Le but, pour mon équipe et moi, c'était de construire un programme basé sur des connaissances concrètes qui corresponde aux besoins des Fribourgeoises et des Fribourgeois, non pas de nous cantonner à une campagne idéologique. Je suis contente d'avoir pu faire toutes ces rencontres, elles me serviront pour la suite de mon parcours politique, c'est évident.

L'autre aspect sur lequel j'ai beaucoup travaillé ce printemps, c'est l'allemand. Je vis à Bulle et ça n'a pas toujours été évident d'avoir des contacts avec des germanophones. D'autant que, discuter dans la rue avec quelqu'un en allemand, c'est une chose, mais suivre des débats et répondre en allemand dans le contexte politique, c'en est une autre! Surtout lorsqu'on aborde des questions plus techniques, comme la prévoyance ou l'économie, cela nécessite un vocabulaire dont je ne disposais pas. J'ai donc suivi des cours intensifs et personnalisés.

À la différence de vos camarades candidats au Conseil National, vous êtes seule en lice. N'est-ce pas parfois un peu pesant?

Non, je suis entourée d'une équipe très soudée et compétente. L'une des particularités de la campagne pour le Conseil des États, c'est qu'on y vote moins pour un parti que pour une personnalité, laquelle doit accepter d'être sur le devant de la scène. Mon idée, ce n'est pas seulement de défendre les intérêts du PLR, mais ceux de tout le canton. Je souhaiterais qu'à la fin de mon mandat, si je suis élue, je puisse présenter un bilan dont nous soyons fiers et qui reflète autant notre travail que notre mobilisation dans l'intérêt du parti et du canton..

Selon vous, quels seront les grands enjeux pour Fribourg lors de la prochaine législature?

Parmi les priorités, il y a la question du pouvoir d'achat, dont on parle souvent, mais pour lequel on fait assez peu finalement. Parce qu'on a tendance, chaque fois qu'on entreprend une réforme, à augmenter le coût des produits, avec la TVA et

JOHANNA GAPANY

CONSEILLÈRE COMMUNALE DE LA VILLE DE BULLE & DÉPUTÉE AU GRAND CONSEIL

Johanna Gapany, 31 ans, est économiste HES. Elle est actuellement cheffe de projet pour l'Hôpital Daler. Johanna Gapany est conseillère communale à Bulle et députée au Grand Conseil depuis 2016.

les taxes. C'est un combat de longue date, mais je pense qu'aujourd'hui qu'il est essentiel de lutter contre l'instauration de toute nouvelle taxe. Prenons un exemple concernant un thème en vogue : l'environnement.

Au fond, on a deux manières assez simplistes de résumer les choses : soit on agit par le bas, en faisant ce que les Verts proposent, c'est-à-dire en taxant toujours plus et en incitant les gens par le porte-monnaie à agir différemment. Soit on agit par le haut, et c'est la politique PLR, en disant que, avec l'évolution technologique, on aura la possibilité de développer plus de moyens qui nous permettront finalement d'être plus efficaces. Une manière de dire qu'avec l'innovation, on pourra faire mieux avec moins. Tout miser sur les taxes, c'est plus facile pour celles et ceux qui vivent à Zurich et qui ont un train toutes les cinq minutes. Pour celles et ceux qui, par contre, habitent à Grandvillard et qui sont obligés de prendre leur voiture tous les soirs pour rentrer à la maison, c'est moins évident. On ne peut pas leur dire qu'ils seront taxés davantage sur le carburant, sur la TVA, ou sur tout un tas de choses qui vont nuire à leur pouvoir d'achat et finissent par peser lourd sur un ménage.

Le deuxième axe qui me semble important concerne l'innovation technologique. C'est un point sur lequel on doit être beaucoup plus avant-gardistes et courageux au Parlement. On l'a vu avec la loi sur les jeux d'argent : l'objectif était louable, pourtant la manière de l'atteindre était contestable, surtout lorsque le parlement a proposé une censure d'Internet. Une censure non seulement incontrôlable, mais qui représente, en plus, un frein à l'évolution d'un outil qui doit nous permettre de créer des emplois, d'innover et de rester concurrentiels vis-à-vis d'autres pays. Dans ce domaine, je crois que nous devons faire preuve d'un peu plus de courage et d'ouverture dans ce genre de domaine là.

Un troisième point, qui est évidemment essentiel et qui se retrouve dans ma personnalité, c'est l'engagement durable. L'idée de devoir assumer demain ce que nous décidons aujourd'hui. Parlons des retraites par exemple : nous savons que le déficit est déjà énorme, pourtant nous prévoyons des micros-réformes qui ne font que

retarder la faillite du système. Il est temps de faire preuve de transparence et d'oser mettre en œuvre une véritable réforme du système. Tandis qu'au PLR, on parle toujours de responsabilité, au PS, on parle toujours de solidarité. Mais l'un ne va pas sans l'autre. L'objectif est de garantir les rentes pour tous sur le long terme. Pour cela, nous avons besoin d'un système flexible qui permette à tout un chacun d'épargner suffisamment durant sa vie professionnelle pour vivre dignement une fois l'âge de la retraite atteint. La réalité est qu'à la mise en place de la retraite en 1948, l'espérance de vie était de 67 ans. Aujourd'hui, elle est de 82 ans. Nous avons évidemment besoin d'une réforme pour que ce système puisse durer.

En plus des grandes réformes, Fribourg est particulièrement touché par les infrastructures et notamment celles qui touchent la mobilité. C'est extrêmement important pour un canton comme le nôtre d'être accessible et de permettre aux citoyens de se déplacer, que ce soit par la route ou par le rail.

Cela fait beaucoup de défis !

Oui, ça fait beaucoup de défis, mais il y a déjà pas mal de réformes qui sont en marche. Sur la question de la santé, même s'il y a beaucoup à faire, le chantier a débuté. Beaucoup de réformes ont été bloquées durant cette dernière législature et je crois justement qu'il faut arriver avec un regard neuf sur ces questions, en affirmant notre volonté d'aller de l'avant et de dépasser les blocages. Se contenter des idéologies et des positions partisans en attaquant les autres partis, ça n'a pas de sens, nous devons être capables de parvenir à un compromis.

Thématique incontournable et nécessaire, le climat préoccupe la planète entière, ou presque. Comment avez-vous réagi à la décision de Petra Grössli d'organiser une consultation au sein du PLR suisse concernant cette question ?

Je crois que le PLR est un parti qui s'est mobilisé depuis des années sur cette question, non pas sous le signe du réchauffement ou du défi climatique, mais plutôt en s'occupant de l'efficacité énergétique. On sait qu'on a énormément construit ces dernières années et on sait aussi que le PLR a toujours soutenu les mesures qui permettaient l'efficacité énergétique des bâtiments et l'efficacité énergétique de manière générale. Le PLR a soutenu aussi



la ratification des Accords de Paris pour atteindre les objectifs en termes d'émissions de CO₂, donc le PLR a toujours été actif, mais il ne le disait pas, ce qui fait la différence aujourd'hui. Il le dit et il a mené un débat interne. Je trouve que c'était une bonne idée, notamment en organisant un sondage, un débat au sein de l'assemblée et en rédigeant un papier de position. Je suis peut-être encore un peu critique à ce propos, parce qu'on ne peut pas se contenter de principes et que, à un moment donné, ce que se disent les délégués PLR dans une salle à Zurich, c'est bien, mais ce que font les parlementaires à Berne au moment de prendre des décisions, c'est encore mieux. Par contre, au niveau de la mobilisation et de l'image du PLR, c'était une excellente initiative.

Outre l'environnement, une des thématiques qui a marqué l'actualité récente, c'est la question des femmes dans notre société. Quel regard portez-vous sur ce mouvement et ses revendications? S'agit-il d'un moment de rupture nécessaire par rapport au passé ou un combat qui ne fait que commencer?

Je ne pense pas que ça soit un moment de rupture, mais plutôt un moment de

transition, avec des générations qui nous ont précédés et qui se sont battues pour obtenir des droits, à une époque où les femmes n'avaient pas droit au chapitre dans la société, puisqu'elles n'avaient même pas le droit de vote et c'est une atteinte claire à la liberté. On ignorait alors purement et simplement l'avis d'une partie de la population. A suivi une évolution de la réglementation qui nous a fait parvenir sur le papier à un statut quasi équitable, même si, dans les faits, ça n'est pas encore le cas, que ce soit par exemple par rapport au service militaire, au congé parental ou au droit matrimonial. Aujourd'hui, en l'occurrence, la femme est encore désavantagée, et on le voit dans les statistiques, dans le domaine professionnel et en termes de salaires. En termes politiques, c'est sur au niveau des listes qu'on doit agir, car, si c'est la population qui fait le dernier choix, c'est le parti qui a la responsabilité de proposer une diversité au niveau des candidats. Mais je suis convaincue qu'il faut aux femmes plus d'exemples et d'ambassadrices à suivre, plutôt que des quotas auxquels je ne crois pas. Ce qui est important maintenant, après avoir obtenu ces acquis et ces droits, c'est que les femmes prennent leur place.



Beaucoup aujourd'hui le font, en s'engageant au plus haut niveau en politique et dans leur vie professionnelle. Le cadre politique est prêt pour mieux répartir les tâches, nous devons maintenant saisir cette chance.

Le fait d'être engagée en politique, candidate aujourd'hui, c'est justement une façon pour vous de donner l'exemple?

J'ai d'abord bénéficié d'exemples, que ce soit au niveau communal, cantonale ou fédérale et je dois une fière chandelle aux femmes qui se sont engagées avant moi et qui s'engagent encore aujourd'hui. Maintenant, j'essaie de faire ma part des choses. Mais, de fait, ce n'est pas une question de femmes ou d'hommes. C'est pour cela que je n'aime pas l'idée des quotas. L'idée d'une représentation mixte et naturelle en politique est fondamentale, que ce soit entre les femmes et hommes, mais aussi entre les générations et les professions. C'est la seule manière de prendre des décisions qui soient susceptibles d'être acceptées par l'ensemble de la population. Cela évite aussi les dérives d'une politique élitiste qui se manifeste dans certains pays et qui n'a rien d'une perspective réjouissante pour un pays comme le nôtre qui a construit sa réussite, aussi grâce au système de milice et à la participation de citoyens de tout horizon.

La grève des femmes, vous en avez pensé quoi?

Cette mobilisation a été intéressante, parce qu'elle a permis à certaines opinions de s'exprimer et d'être entendues. Cela dit, à mon sens, c'était plutôt un combat mené à la mode de la gauche. Pour ma part, je m'engage clairement pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines et c'est en faisant de la politique au quotidien que je mène ce combat. Évidemment, je respecte cette manière de s'exprimer également et l'important est que chacun soit à l'aise avec ce qu'il fait. Au final, nous voulons sans doute tous l'égalité, du moins je l'espère, et chaque engagement compte. Ce qui est important, c'est la volonté d'engagement pour la société. Je pense aujourd'hui que beaucoup de gens sont prêts à s'engager, notamment chez les jeunes et nous devons leur donner la possibilité d'exercer et de réaliser cette volonté.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS de RÆMY**
Rédacteur responsable

REGARDS CROISÉS SUR JOHANNA



MARTINE BRUNSCHWIG-GRAF

ANCIENNE CONSEILLÈRE NATIONALE PLR

« La première fois que j'ai entendu Johanna Gapany, c'était en mai 2018, dans le cadre d'une *Matinale* de la RTS. Elle défendait une position qui n'était pas la mienne, dans un dossier où l'on pouvait rester PLR en défendant le oui ou le non. Ce qui m'a frappée alors, c'est sa force d'argumentation, sa conviction et la façon à la fois ferme et chaleureuse de défendre ses positions. Ce jour-là, j'ai pensé que Johanna avait un bel avenir politique devant elle. Aujourd'hui, elle est candidate PLR au Conseil des États. Elle défend les couleurs fribourgeoises, mon canton de naissance. Je serais heureuse et fière qu'elle soit élue, car les Fribourgeois méritent d'être représentés au Conseil des États par quelqu'un pour qui la liberté et la responsabilité sont essentielles. Ces valeurs-là sont chères au cœur des Fribourgeois, d'ici et d'ailleurs! »

**« CE QUI M'A FRAPPÉE,
C'EST SA CONVICTION
ET LA FAÇON À LA FOIS
FERME ET CHALEUREUSE DE
DÉFENDRE SES POSITIONS. »**



CHARLES HAENNI

ANCIEN PRÉSIDENT DU PLRF

« En tapant *Johanna* sur Google, je tombe immédiatement sur notre étoile montante, et non point sur les autres *Johanna*, qui sont actrices ou joueuses de tennis. C'est plutôt bon signe, et cela démontre, si besoin est, la maturité et le chemin parcouru par notre jeune politicienne. Et quelle fraîcheur notre candidate au Conseil des États apporte à la campagne. Elle redonne envie de nous intéresser à la politique. Elle parle vrai et n'est pas formatée par le discours politique traditionnel pratiqué par ses aînés. La lutte pour l'accès à la Chambre haute sera ardue et pourtant, j'aimerais y croire, tant nous avons besoin de renouveler les forces représentées à Berne. Les défis qui attendent notre société sont évolutifs et nouveaux, à commencer par les problèmes climatiques. Alors, osons changer de discours. Avec Johanna Gapany, on donne de nouvelles opportunités au canton de Fribourg. Il serait dommage de s'en priver. »

**« ELLE PARLE VRAI ET
N'EST PAS FORMATÉE PAR
LE DISCOURS POLITIQUE
TRADITIONNEL. »**



REGARDS CROISÉS SUR JOHANNA



SILVAN JAMPEN

MEMBRE DU COMITÉ DE CAMPAGNE

« Über Johannas Kandidatur für den Ständerat freue ich mich riesig. Ich kenne Johanna seit 10 Jahren. Neben ihrer Intelligenz und Erfahrung, verfügt Johanna über eine starke Empathie, eine hohe Motivation und eine ausgeglichene, geerdete Persönlichkeit. Sie besitzt alle Voraussetzungen, um in der «Chambre de réflexion» wirkungsvoll die Interessen eines sehr relevanten Teils unserer Bevölkerung zu vertreten: Die jungen, zukunfts-optimistischen und innovativen Menschen in diesem Land verdienen eine Ständerätin Johanna Gapany, die sich ohne Scheuklappen für radikal nachhaltige Lösungen einsetzt. Diese sind dringend nötig im Bereich Steuer-/Abgabenlast, Altersvorsorge, Infrastruktur und Umweltschutz. Konservative links und rechts leiden unter allerlei Verlustängsten und führen eine Blockadepolitik. Das ist der erfolgreichen Schweiz nicht würdig. Johanna hat keine Angst vor der Zukunft. Sie verdient unsere totale Unterstützung. »

**« NEBEN IHRER INTELLIGENZ
UND ERFAHRUNG, VERFÜGT
JOHANNA ÜBER EINE STARKE
EMPATHIE. »**



MARTINE JAQUET

MEMBRE DU COMITÉ DE CAMPAGNE

« Johanna est animée d'une foi inébranlable dans les principes que nous autres, libéraux, tentons de mettre en avant. La liberté, le travail, la vision, le dynamisme. Fribourg a besoin d'une personnalité forte pour représenter ces valeurs au Conseil des États. Quelqu'un qui n'aura pas peur de bousculer le statu quo. Quelqu'un qui travaille pour le bien de tous et non pas d'une minorité privilégiée. Notre époque est empreinte de la montée du populisme, de formations aux promesses intenables. Le canton de Fribourg, la Suisse, ont plus que jamais besoin de liberté, doublée de quelqu'un de résolument tourné vers l'avenir. J'ai décidé de soutenir sa campagne, car elle a toute ma confiance pour ce faire. Nous devons démontrer que les propositions populistes incendiaires venant de tous bords n'ont pas de place dans ce pays. La clé de notre réussite réside dans un savant mélange d'écoute, d'intelligence et de pragmatisme. C'est tout ce que représente le travail de Johanna pour moi. »

**« JOHANNA EST ANIMÉE
D'UNE FOI INÉBRANLABLE
DANS LES PRINCIPES QUE
NOUS AUTRES, LIBÉRAUX,
TENTONS DE METTRE EN
AVANT. »**

GRISONI-ZAUGG SA

savoir-faire

groupe-grisoni.ch

- Routes
- Génie civil
- Bâtiment
- Entreprise générale

PLANIFICATION

ARCHITECTURE

OPTIMISATION

PERMIS

CONSTRUCTION

GARANTIE

BAT MANN
Constructeur intégral

TAM MAN
Constructeur intégral

Votre outil intégral est en vente exclusive à Bulle, Boudry et Gland, ou sur www.bat-mann.ch

LES RELATIONS À L'EUROPE

CONSEIL NATIONAL

JACQUES BOURGEOIS
& YASMINA SAVOY



Profil

La présidente des Jeunes Libéraux-Radicaux fribourgeois, Yasmina Savoy, et notre conseiller national sortant, Jacques Bourgeois, se sont rencontrés à Fribourg pour discuter d'un sujet brûlant : les relations entre la Suisse et l'Union européenne.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, pouvez-vous nous dire ce que vous attendez de la campagne électorale à venir?

Yasmina Savoy : C'est la première campagne électorale que je fais. Je recherche donc à me familiariser avec le monde politique, ainsi qu'à gagner de l'expérience. Je me réjouis de cette campagne, car elle me permettra de côtoyer des politiciens très expérimentés.

Jacques Bourgeois : Je me réjouis de mener cette campagne électorale en compagnie de mes colistières et colistiers, ainsi qu'avec les candidats de la liste Jeunes. Je profite de l'occasion pour saluer la qualité de la liste des JLR et les en félicite chaleureusement. Avant tout, j'attends qu'au soir du 20 octobre nous ayons une consolidation de notre siège. Personnellement, je vise évidemment, en tant que sortant, à être réélu au soir du 20 octobre.

Comment définiriez-vous les relations qu'entretiennent la Suisse et l'Union européenne?

J. B. : Nos relations avec l'UE sont bonnes, malgré la problématique de l'accord-cadre institutionnel. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 52 % de nos exportations vont vers l'Union européenne, alors que 70 % de nos importations en proviennent. Nos échanges pour 1 milliard de francs par jour avec l'UE. En résumé, 1.5 million d'emplois en Suisse sont liés à l'Union européenne ! L'UE est donc un partenaire commercial incontournable. Il est donc primordial de conserver nos bonnes relations avec ce partenaire.

Y. S. : Tout comme Jacques, je relève qu'au niveau économique, la Suisse et l'Union européenne entretiennent d'excellentes relations. Je dirais même que du point de vue de la Suisse, l'UE est un partenaire irremplaçable. Au niveau politique, la situation est par contre un peu plus compliquée. Je crois que cette relation politique est assez exigeante et demande des mises à jour régulières. Précisément, à l'heure actuelle, l'Europe recherche une mise à jour, si je peux l'appeler ainsi, avec l'accord-cadre institutionnel. Il faut être conscient que nos relations politiques

avec l'UE ont des conséquences sur nos échanges économiques. De bonnes relations politiques avec ce partenaire sont donc fondamentales, mais, bien entendu, pas à n'importe quel prix.

J. B. : Je tiens à préciser qu'un franc sur trois en Suisse est gagné avec l'Union européenne, d'où la notion de partenaire commercial incontournable. Mais la situation va dans les deux sens : la Suisse est un partenaire commercial important pour l'Union européenne ! Enfin, je relève que la libre circulation des personnes apporte beaucoup à notre développement économique, et ce indépendamment de ce que veut nous faire croire l'UDC. En septembre prochain, le Parlement prendra position sur l'initiative populaire « Pour une immigration modérée (initiative de limitation) » qui impliquerait une dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes. Le peuple sera appelé à voter à ce sujet au printemps 2020.

Peut-on dire qu'il existe un décalage entre les excellentes relations économiques qu'entretiennent la Suisse et l'UE et les relations politiques qui sont plus tendues?

J. B. : Les relations politiques sont les conditions-cadres. Parlons donc de l'accord qui est actuellement sur la table, soit l'accord-cadre institutionnel. Cet accord a quelques points qui font débat, tels que le règlement des différends, les aides d'État et les mesures d'accompagnement pour les travailleurs étrangers détachés. Certains pensent qu'il faut le renégocier. Je suis d'avis qu'actuellement, il n'est tout simplement pas possible de renégocier. Par contre, il faut préciser certains points importants, comme les aides étatiques. Car l'accord ne dit pas si nous restons souverains pour les fixer. Or, il est impératif que nous le soyons. En ce qui concerne le règlement des différends, notre souveraineté doit être préservée à tout prix et nous y travaillons !

Y. S. : Il est essentiel que l'accord-cadre aboutisse. Le statu quo actuel n'est en effet pas viable sur le long terme. Il faut avouer qu'il est compliqué de faire vivre notre système démocratique avec un accord-cadre. Il faut donc que l'accord soit clair. Cependant, le flou règne autour de cet accord. Actuellement, il faut donc le renégocier. Cet accord touchera à notre souveraineté et la restreindra, il faut donc être



très précis, quitte à retarder le processus.

J. B. : Pour renégocier, il faut être deux. Actuellement, plusieurs dossiers sont gelés, notamment l'accord sur l'électricité, où nous sommes demandeurs. Il existe également le différend concernant la reconnaissance de l'équivalence boursière. Je n'accepte pas que l'UE nous dicte ce que nous devons faire.

Comment expliquer l'accord-cadre, ses côtés positifs, mais aussi ses côtés négatifs ?

J. B. : Il faut présenter les choses telles qu'elles sont. Si l'on n'arrive pas à un accord, il faut montrer l'impact que cela causera ! Prenons l'exemple de la libre circulation des personnes : elle est cruciale pour nous. Il faut également relever que cet accord-cadre représente le futur de nos relations économiques avec l'Union européenne.

Y. S. : Il faut montrer tout ce que l'on a à gagner, sans pour autant sous-estimer les craintes que ressent la population. En effet, il est important d'expliquer les différences entre un accord institutionnel et une adhésion à l'Union européenne.

Est-ce que la démocratie directe suisse est incompatible avec de bonnes relations avec l'Union européenne ?

Y. S. : Non. Par contre, il est évident que notre démocratie directe rend nos relations plus complexes. Mais cela sert de garde-fou, car le peuple peut suivre de près et se prononcer sur les décisions prises par la politique.

J. B. : Pour cela, il faut que l'Union européenne reconnaisse notre processus démocratique, raison pour laquelle il faut clarifier l'accord-cadre institutionnel sur certains points. À savoir respecter que notre peuple est souverain lorsqu'il s'exprime par les urnes.

En parlant du Brexit, quelles en sont les conséquences pour la Suisse ?

J. B. : Comme le peuple britannique a décidé de sortir de l'Union européenne, il est important d'établir un accord commercial avec le Royaume-Uni.

Y. S. : Il sera peut-être plus facile pour nous de conclure un accord avec ce pays. Je me demande par contre si ce choix britannique ne va pas créer une sorte d'appel d'air

pour d'autres pays pour quitter l'Union européenne. Le Brexit est l'occasion de remettre en question l'Union européenne et son fonctionnement. Il faut également tenter de comprendre ce cri du cœur des votants pour déterminer ce qu'il ne faut pas faire.

Comment voyez-vous les relations entre l'Union européenne et la Suisse dans 50 ans ?

Y. S. : Dans 50 ans, j'aurai 71 ans ! Lorsque l'on voit la vitesse à laquelle on avance actuellement, j'en viens à me demander s'il y aura toujours une Union européenne. Je pense qu'il peut y avoir deux tendances. La première consiste à ce que le monde soit très ouvert, hyperconnecté, où les distances n'auront que peu d'importance et où nous aurons donc des relations privilégiées avec l'ensemble des continents. La deuxième tendance serait de voir un repli des pays et des régions, un scénario qui n'avantagerait pas la Suisse.

J. B. : Il est très difficile de se projeter à 50 ans. Il est déjà difficile d'imaginer la situation dans une décennie ! Je rejoins Yasmina dans sa réflexion. Soit l'Union européenne arrive à garder une certaine solidarité, soit elle n'y arrive pas et, dans ce cas, il y aura d'autres retraits d'états membres.

De plus en plus de pays européens, ainsi que la Suisse, voient des partis souverainistes prendre une ampleur considérable dans le débat politique. Est-ce un danger pour le continent européen ? La méthode politique traditionnelle est-elle en train de s'effriter ?

J. B. : Si nous analysons la situation en Suisse, il suffit de prendre l'exemple de quelques initiatives qui ont été et seront soumises au peuple, notamment « L'initiative de limitation » évoquée précédemment, qui vise la suppression de la libre circulation des personnes. La conséquence de l'acceptation d'une telle initiative serait grave pour l'économie de notre pays ! Il faudra que l'on fasse campagne en expliquant les risques que cela représente. Si l'on prend l'initiative sur l'immigration de masse, nous avons cru que le peuple n'allait pas l'accepter. Désormais, nous devons retrousser nos manches pour la combattre...

Y. S. : Je crois qu'une des causes de la haine envers l'Union européenne consiste en une



haine envers l'élite. Je relève aussi que la plus jeune génération n'est pas forcément celle qui est la plus ouverte envers l'étranger. Il faut donc tenter de comprendre la raison de ces idées, se demander si l'on informe suffisamment les gens, si on les écoute. Il est aussi important de dire que ma génération n'a pas connu de période durant laquelle notre pays n'était pas connecté avec l'étranger. Aujourd'hui, si je veux partir en Erasmus, je peux le faire. Or, ce n'est pas cette situation qui prévalait il y a encore quelques années. Il faut donc mesurer la chance que l'on a et rappeler cela !

Quelle place doit occuper le continent européen sur la scène mondiale ?

J. B. : L'Asie et les États-Unis ont un développement économique très rapide. C'est la raison pour laquelle la Suisse est au bénéfice de plusieurs centaines d'accords de libre-échange. Actuellement, nous discutons surtout de l'accord du Mercosur ainsi que d'un éventuel accord de libre-échange avec les États-Unis. Ces accords de libre-échange sont donc importants. Cependant, il faut toujours que ces accords respectent les conditions-cadres helvétiques. Pour

revenir à la question, je crois que l'Europe aura fort à faire face au développement économique mondial et risque d'être plutôt spectatrice que réelle actrice.

Y. S. : Le développement technologique est l'avenir. L'Europe est clairement en retard sur ce point par rapport aux États-Unis et à l'Asie. À force d'être une faiseuse de lois, l'Union européenne est en train de passer à côté de choses importantes. Il me semble qu'au sein de l'Union européenne, tout doit forcément passer par l'État. Ceci représente un frein à l'innovation.

PROPOS RECUEILLIS PAR VALENTIN BARD

Président de l'ADIR

PORTRAITS EXPRESS



YASMINA SAVOY

PRÉSIDENTE DES JLRF

En 2016, Yasmina Savoy, 21 ans, préside le Conseil des jeunes du canton de Fribourg, fonction qu'elle occupera pendant une année, pour devenir ensuite vice-présidente des JLRF en 2017, puis présidente en 2018. Originnaire de la Veveyse, elle suit actuellement une formation bancaire.



JACQUES BOURGEOIS

CONSEILLER NATIONAL

Jacques Bourgeois, 61 ans, ingénieur agronome HES, est Conseiller national depuis 2007 et Directeur de l'Union Suisse des Paysans. Il est actuellement membre de la commission des finances et de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national.

À LA HUSSARDE !

UN ENDROIT OÙ VIVRE AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

Yasmina Savoy : Amsterdam, une magnifique ville qui regorge d'œuvres picturales, notamment de Van Gogh.

Jacques Bourgeois : Vienne, une ville superbe, tant par son histoire, sa culture, que sa musique.

UN ENDROIT POUR DÉCOMPRESSER APRÈS UNE DURE JOURNÉE

Y. S. : Aux Paccots, au lac des Joncs, car on est tranquille, entouré de nature.

J. B. : Au guidon de mon vélo, dans le canton de Fribourg.

UNE PERSONNALITÉ EUROPÉENNE QUI VOUS ÉPATE

J. B. : Jacques Delors, car il a cru à l'Union européenne.

Y. S. : Theresa May, même si cela peut paraître assez étonnant. On parle toujours des gagnants, mais il y a aussi des perdants. Or, Theresa May a perdu. Il n'en reste pas moins

qu'elle a osé se lancer et elle reste une femme qui a dirigé des négociations plus que compliquées.

SI VOUS NE POUVIEZ DÉFENDRE QU'UNE SEULE VALEUR, LAQUELLE SERAIT-CE

Y. S. : L'ouverture, car c'est la valeur qui nous permet d'évoluer et de nous remettre en question.

J. B. : La liberté. J'ai des craintes que l'on se dirige de plus en plus vers des interdits, que ce soit au niveau mondial, ou même en Suisse.

UN ÉVÈNEMENT HISTORIQUE EUROPÉEN QUE VOUS TROUVEZ IMPORTANT

J. B. : La chute du Mur de Berlin, un moment historique qui a marqué tant de changements pour l'Union européenne.

Y. S. : Je choisirais aussi cet événement. Je ne l'ai pas vécu, mais la chute du mur représente pour moi un acte très fort.



Kaech

PAYSAGISTE LUSSY

SERVICE DE DESSOUCHAGE

N'hésitez pas à nous contacter

026 653 11 15 kaech-paysagiste.ch

UV

Upperview Prod.

PRISE DE VUE AÉRIENNE

VIDÉO - PHOTO - MONTAGE - THERMOGRAPHIE - 2D/3D



VOTRE SPÉCIALISTE FRIBOURGEOIS DES IMAGES PAR DRONE

WWW.UVPROD.CH INFO@UVPROD.CH 079/2634963





Profil

LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE

CONSEIL NATIONAL

NADINE GOBET &
NICOLAS TAVERNA

Après une législature que d'aucuns ont décrite comme molle et empêtrée dans un certain attentisme, chacun espère que la prochaine Assemblée fédérale soit capable de faire évoluer les grands dossiers économiques avec davantage de dynamisme. Les défis qui attendent l'économie suisse sont nombreux : évolution galopante du monde du travail, formation, numérisation et fiscalité à l'internationale, autant de priorités qui, pour les deux candidats Nadine Gobet et Nicolas Taverna, doivent être au cœur des préoccupations pour les quatre années à venir.

En matière économie, la dernière législature n'a pas été particulièrement à la fête. Certains ont regretté une manière d'immobilisme sur des dossiers importants... comment sortir de cette ornière du statu quo ?

Nadine Gobet : Je rappellerais que la politique des « petits pas » et la recherche de consensus, qui ont fait le succès de la Suisse, doivent rester une priorité. Il faut comprendre que le Parlement a dû traiter des dossiers particulièrement complexes, difficiles à faire passer auprès de la population, qui ont nécessité des compromis.

Ainsi, on peut déplorer que la réforme fiscale, tout comme celle de l'AVS et de la prévoyance, ait été rejetée en votations populaires. Il a donc fallu remettre l'ouvrage sur le métier. Concernant la réforme fiscale, il y avait urgence, car il fallait sortir de la liste grise de l'OCDE. Une solution a été trouvée, même si l'on a reproché aux politiques d'avoir mélangé deux sujets différents, mais je constate qu'il a fallu cela pour faire accepter un projet équilibré en votation populaire en mai dernier. J'ai parfois aussi l'impression que l'on consulte trop souvent la population sur tout et n'importe quoi et que cela peut ouvrir la voie à un certain populisme.

Nicolas Taverna, vous faites le même constat ?

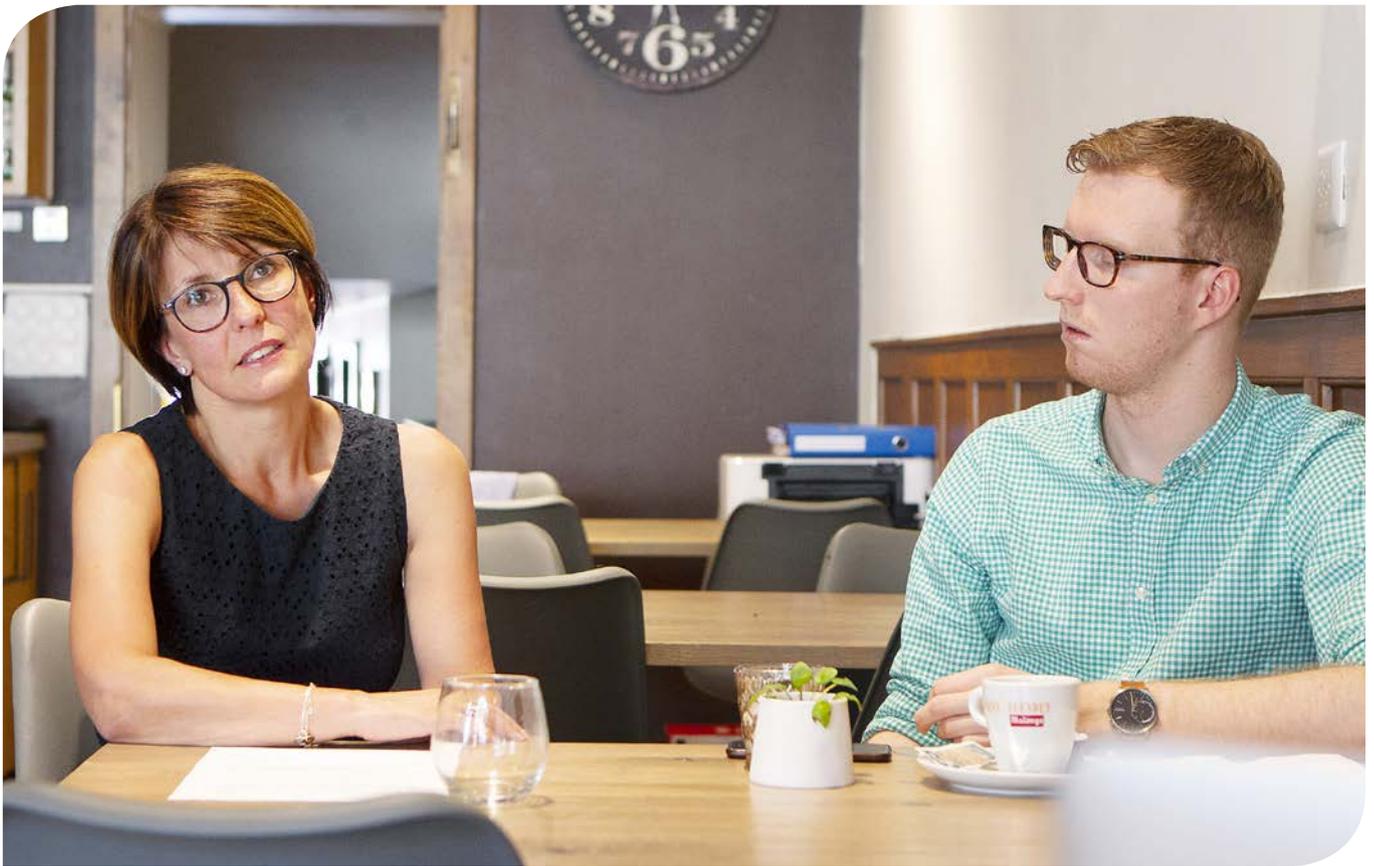
Nicolas Taverna : Oui, je crois aussi que la démocratie directe a parfois ses limites et qu'il faudrait envisager à court et moyen termes la possibilité d'augmenter le nombre de signatures nécessaires pour pouvoir lancer des initiatives et des référendums, car le nombre actuel de signatures demandées correspondait à un certain pourcentage de la population dans les années 1970. Il serait sensé d'instaurer un système qui actualise ce chiffre tous les 2 ou 3 ans, en l'indexant sur l'évolution de la population. Cela dit, il faut être bon joueur lorsque le peuple s'exprime et respecter ses décisions. Pour en revenir à

la question de base, je ne pense pas que c'était une législature perdue, parce que finalement la réforme fiscale est passée et qu'on est parvenu à un compromis très suisse que je trouve satisfaisant. Mais il est clair qu'avec deux blocs très à gauche et très à droite — le PS et respectivement l'UDC — qui ont des tendances au populisme, et avec un centre qui s'affaiblit, cela complique les choses. Souhaitons que cela change en octobre !

Dans les classements internationaux de compétitivité, alors que le World Economic Forum (WEF) a dégradé la Suisse du 1^{er} au 4^e rang, l'International Institute for Management Development (IMD) l'a fait progresser d'un rang, du 5^e au 4^e. Comment l'expliquer ?

N. G. : Je connais ces deux études, puisque je les avais rapportées auprès du Grand Conseil dans le cadre d'un postulat sur la compétitivité. S'il est vrai que la Suisse a reculé dans le classement du WEF, il faut relativiser, vu que les instruments de mesure et les critères utilisés ont changé pour 60 %, nous classant désormais en 4^e position, derrière les USA, Singapour et l'Allemagne. Cela dit, j'ai retenu aussi de cette étude que l'économie suisse était prête à faire face aux changements et que l'on bénéficiait de la meilleure politique d'emploi pour les requalifications. On peut se demander aussi si nous sommes devenus moins bons, ou si ce sont les autres qui font mieux. Pour ce qui est de l'étude de l'IMD, elle a classé la Suisse au 4^e rang des pays les plus compétitifs au monde en matière numérique et que ses entreprises possédaient une forte capacité d'exploiter le potentiel de nouvelles technologies — qu'il s'agisse des achats en ligne, des moyens de paiement mobile, de l'optimisation des modèles commerciaux. S'il s'agit d'un constat réjouissant, il y a tout de même un bémol au niveau de la cyberadministration et de la formation, notamment au niveau de l'école obligatoire qui peine à s'adapter à la formation des jeunes. Il faut donc prendre le problème à la base et faire des progrès dans ces domaines qui évoluent très rapidement.

N. T. : Je soulignerais d'abord qu'une 4^e place, c'est déjà bien, d'autant qu'on a progressé dans le classement de l'IMD. Pour ma part, la compétitivité correspond



d'abord à une bonne qualité de vie, à la stabilité politique, à la disponibilité de personnel qualifié et — le plus important à mon sens — à notre capacité d'innovation, surtout pour la Suisse qui ne possède pas de matières premières. L'éducation et l'innovation sont donc primordiales. Et c'est d'ailleurs pour cela que l'ancien Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann avait créé un fonds à l'innovation à hauteur de de 500 à 600 millions de francs. Je trouve cela très positif, car, si l'on investit dans 100 start-up, il n'y en aura peut-être qu'une seule qui réussira, mais celle-ci rentabilisera l'investissement de toutes les autres. À mon sens, il est donc important de soutenir l'innovation et la formation, que ce soit par exemple à l'EPFL, ou ici à la HEG.

Dans ce contexte de compétitivité internationale et d'évolution permanente des modes de consommation et de production, comment parvenir à concilier économie locale et économie mondialisée?

Personne ne peut dire qu'il se contente d'une économie exclusivement locale. Il ne faut pas les opposer, car elles sont complémentaires, mais il faut rendre attentif le consommateur qu'il a aussi une responsabilité — que ce soit dans ses achats de tous

les jours ou lorsqu'il décide de construire une maison. Si je prends un exemple, j'ai récemment discuté avec le responsable d'un magasin de sport à Bulle qui m'a raconté qu'il avait passé plus d'une demi-heure avec un client pour lui conseiller, sur la base de tests, une paire de baskets de course. Le client a finalement choisi une paire, en lui disant qu'il la commanderait sur Internet, parce qu'elle y était moins chère. Le responsable lui alors répondu qu'il pouvait le faire, mais qu'il devait être conscient d'une chose: son commerce emploie essentiellement des gens qui habitent dans la région, qui font vivre l'économie locale et qui paient des impôts ici. Et que s'il a des enfants qui veulent faire un apprentissage, ce n'est certainement pas une entreprise basée à l'étranger qui leur offrira une place, mais bien un commerce local. Ce constat est valable également pour la question écologique, c'est une question de responsabilité sociale et individuelle. À ce niveau, j'ai l'impression qu'une prise de conscience générale est en train d'avoir lieu, et c'est une bonne chose.

N. T.: En effet, je pense que économie locale et mondialisée sont extrêmement liées et complémentaires. En effet, les

grandes entreprises achètent des marchandises et des services dans les PME et inversement. Les grandes entreprises internationales, comme les PME locales, doivent s'adapter à ce nouveau cadre de l'économie et, à ce niveau, il est clair que l'écologie joue aujourd'hui un rôle important et a entraîné une prise de conscience chez les consommateurs qui oblige petites et grandes entreprises à s'adapter et à jouer des rôles qui, à mon sens, doivent être complémentaires.

N. G. : On a aussi vu la complémentarité entre l'économie mondialisée et locale lorsque l'on a parlé de la réforme fiscale. Les entreprises locales sont liées aux entreprises multinationales parce que ces dernières leur commandent des services et leur confient toutes sortes de travaux. Je constate qu'on a en Suisse un tissu économique diversifié.

N. T. : Dans une économie libérale, le consommateur a un pouvoir et une responsabilité énorme. Il faut donc qu'il prenne conscience qu'il détient ce pouvoir, en choisissant de consommer de manière juste et intelligente.

N. G. : Dans ce sens, je pense que les fournisseurs locaux doivent mieux communiquer sur la provenance des produits et la transparence de leur production.

Une étude parue récemment faisait état du manque d'intérêt de la population suisse pour l'esprit d'entrepreneuriat et la création d'entreprise. Sommes-nous un pays de frileux, rétifs à l'idée de créer de nouvelles entreprises? Comment remédier à cet état de fait?

N. T. : Je crois que c'est une question de culture. Aux États-Unis, par exemple, ils ont une vraie culture du risque, tandis que chez nous, on redoute plus facilement de tout perdre. À ce niveau, peut-être qu'il serait intéressant réfléchir à des manières de soutenir la prise de risque au travers d'un fonds comme celui qui a été mis en place pour l'innovation, notamment par le biais d'un impôt plus léger pour celles et ceux qui se lancent et osent prendre des risques.

N. G. : En effet, je pense également que c'est une question de culture. En Suisse, nous évoluons dans une zone de confort : nous profitons d'une économie qui fonctionne bien, avec un taux de chômage bas



et des salaires élevés. Si l'on veut que les gens prennent des risques, à mon avis cela passe par la formation, avec des exemples qui montrent qu'on a aussi le droit de se tromper et d'échouer. Différentes mesures peuvent être prises pour encourager l'esprit d'entrepreneur, tels que des camps d'Adopreneurs organisés par la HEG, l'école d'ingénieurs et la Chambre de commerce. Cela concerne aussi les entreprises et les Hautes écoles, qui doivent davantage collaborer, par exemple à travers des projets de développement, qui permettraient aux jeunes d'être sensibilisés à l'esprit d'entrepreneuriat, en étant en contact avec des entrepreneurs qui pourraient leur servir d'exemples.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS de RÆMY**
Rédacteur responsable

PORTRAITS EXPRESS



NADINE GOBET

DÉPUTÉE AU GRAND CONSEIL

Nadine Gobet, 49 ans, juriste, est Directrice de la Fédération patronale et économique. Députée depuis 2006, elle est membre de la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil. Elle est également vice-présidente du Conseil d'administration des Transports Publics Fribourgeois et du Conseil de Fondation des Buissonnets.



NICOLAS TAVERNA

MEMBRE DES JLRF

Nicolas Taverna, 23 ans, originaire de Saint-Aubin. Avec sa maturité en poche, il est parti 6 mois à Édimbourg en Écosse pour parfaire son anglais. Il est actuellement en dernière année de bachelor à la Haute École de Gestion de Fribourg en économie d'entreprise, dans la section bilingue français-allemand. Il a adhéré aux Jeunes Libéraux-Radicaux fribourgeois en 2017.

À LA HUSSARDE !

LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE, MÊME POUR LES FEMMES

Nadine Gobet: Pas obligatoire, non.

Nicolas Taverna: Non plus, je ne suis pas favorable à l'idée d'obliger les gens.

GRETA THUNBERG VIENT DEVANT L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE, VOUS VENEZ L'ÉCOUTER OU PAS...

N. G.: Oui, je vais l'écouter, mais je ne cède pas à l'urgence qu'elle a décrétée, car quand on travaille dans l'urgence, on prend rarement de bonnes décisions.

N. T.: Oui, j'irais l'écouter, même si son sens du catastrophisme me dérange un peu.

UNE DEVISE QUE VOUS FERIEZ VÔTRE

N. G.: Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fasse.

N. T.: La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres.

L'ARGENT, C'EST BIEN, MAIS...

N. G.:... cela doit rester un moyen.

N. T.:... cela ne doit pas aveugler.

UN OBJET DONT VOUS VOUS DÉBARRASSERIEZ DÉFINITIVEMENT ET SANS TROP DE REGRET

N. G.: L'une de mes paires de chaussures.

N. T.: Les habits que je ne mets plus.

LE BREXIT, ÉNORME BÊTISE OU COUP DE GÉNIE

N. G.: Une énorme bêtise.

N. T.: Aucun des deux. Le peuple a décidé, je ne suis pas là pour juger.

LE LIEU OÙ VOUS AVEZ PASSÉ VOS DERNIÈRES VACANCES

N. G.: À la montagne pour Noël.

N. T.: À la montagne pour mes vacances de ski.



Atelier & Affinage
Menus & Dégustation à la Pinte
Vente de produits de qualité

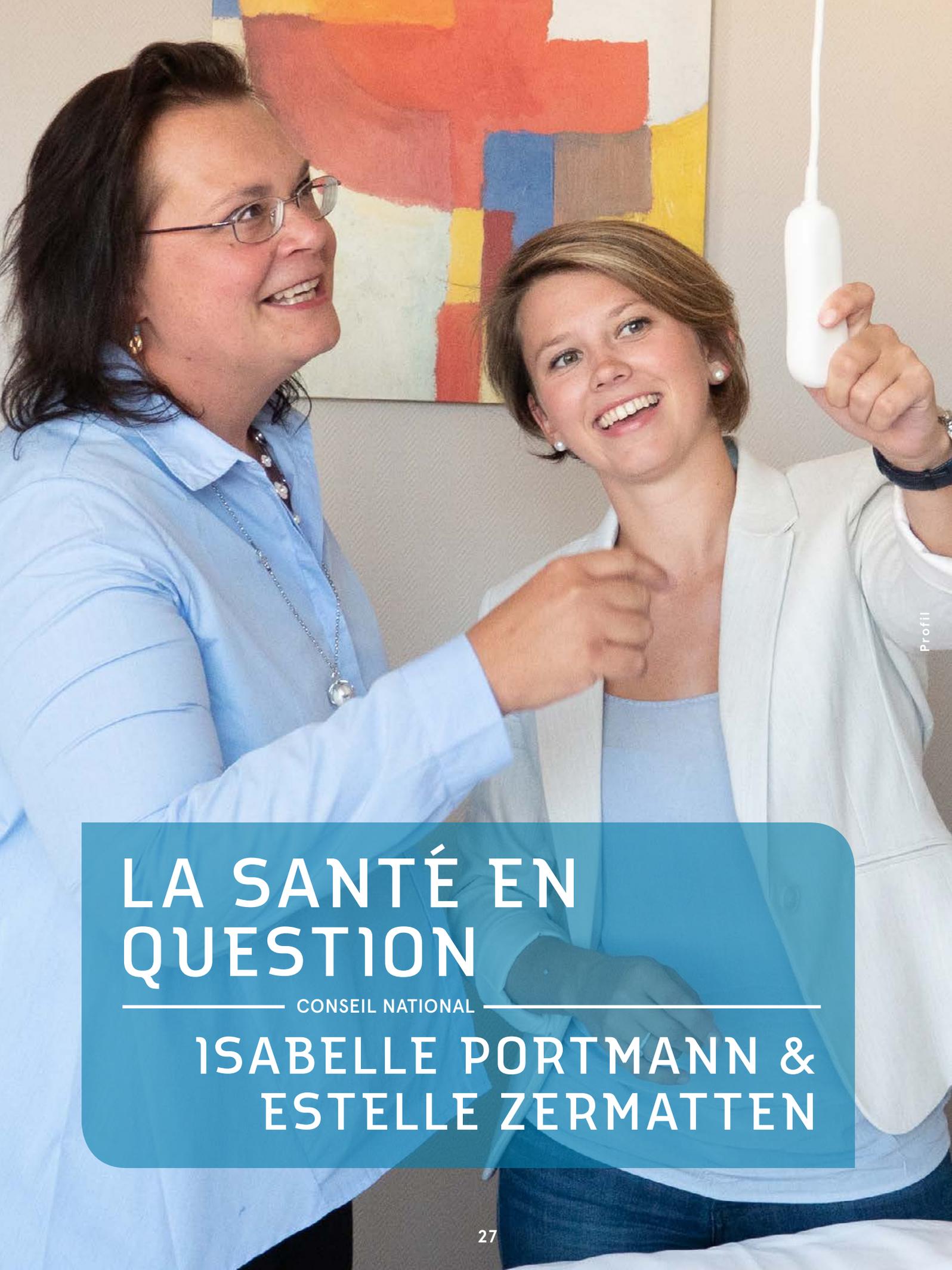
**Route de la Gruyère 6 | 1724 Ferpicloz
026 413 11 07 | laiterie-du-mouret.ch**

**GÉRANCE D'IMMEUBLES
COURTAGE
ADMINISTRATION DE PPE
ESTIMATION**



**GÉRANCES,
FONCIÈRES SA**

**FRIBOURG — PÉROLLES 30 — TÉL. 026 322 54 41
PIERRE WICHT, ADMINISTRATEUR**



Profil

LA SANTÉ EN QUESTION

CONSEIL NATIONAL

ISABELLE PORTMANN &
ESTELLE ZERMATTEN

L'augmentation des coûts de la santé figure parmi les principales préoccupations des Suisses. Depuis l'entrée en vigueur de la LAMal, ils n'ont cessé d'augmenter, grignotant petit à petit le revenu des ménages. Durant la prochaine législature, le Parlement va empoigner une autre problématique liée à ce sujet : le financement hospitalier. La répartition des coûts pour les traitements entre les cantons et les assurances est en jeu. Une modification de l'équilibre actuel permettrait de diminuer les primes des assurés, mais provoquerait en contrepartie un report de charges sur nos cantons. Rencontre sur cette thématique essentielle pour notre avenir avec Isabelle Portmann et Estelle Zermatten.

Racontez-nous tout d'abord comment se déroule votre campagne ?

Isabelle Portmann : Tout se passe bien pour l'instant. Même si je sais que je n'ai que très peu de chances d'être élue, je donne le maximum. En Singine, nous avons décidé de faire ce que nous pouvons, avec les moyens que nous avons.

Estelle Zermatten : Nous avons une très bonne dynamique en Gruyère. Avec Johanna Gapany comme candidate au Conseil des États et Nadine Gobet au Conseil national, l'ambiance est au beau fixe. C'est une première pour ma part, et je suis persuadée qu'en le faisant en tant que jeunes, nous sommes probablement moins jugés. Au sein des jeunes, tout se passe bien, nous avons une très bonne équipe. Nous avons reçu énormément de soutien.

Qu'est-ce que vous faites concrètement lors de la campagne pour augmenter votre visibilité ?

E. Z. : J'ai comme politique personnelle de ne pas faire les choses que je ne faisais pas auparavant. Je n'ai d'ailleurs pas « calqué » un agenda de campagne. Je sors toutefois beaucoup et je fais pas mal de sport, ce qui me permet d'être régulièrement en contact avec les gens. Je me déplace souvent avec Nadine et Johanna.

I. P. : Pour ma part, j'essaie de participer aux événements en Singine. En tant que Conseillère communale, j'ai par exemple été invitée par Nicolas Bürgisser et Ruedi Vonlanthen au Tour de Suisse à Flamatt. J'ai eu également l'opportunité de faire un discours pour le 1^{er} août. J'essaie d'utiliser au maximum les réseaux sociaux, tels qu'Instagram et Facebook pour augmenter en visibilité et surtout échanger avec les plus jeunes générations.

En octobre 2018, le PDC a décidé de lancer une initiative populaire visant à introduire un frein aux coûts, sur le modèle du frein à l'endettement. Quelle est votre opinion sur ce texte ?

I. P. : Je suis totalement d'accord de dire que les coûts de la santé sont excessifs et qu'il faut prendre des mesures d'économie. L'initiative est cependant trop floue et n'apporte pas de solutions concrètes. Je pense qu'il faudrait se concentrer sur les facteurs qui gonflent artificiellement les coûts et voir comment on peut les diminuer. Je suis personnellement touchée par cette problématique, étant donné qu'un membre de ma famille est malade. J'ai vu qu'il y avait des choses qui ne fonctionnent pas. Les prix des médicaments, des chimiothérapies, des différents médecins, c'est clairement là où le bât blesse.

E. Z. : Je suis totalement d'accord avec Isabelle pour dire que l'initiative n'apporte rien de concret et ne sert malheureusement qu'à se donner bonne conscience. Le fait de donner une impulsion pour montrer qu'il y a un problème au niveau des coûts de la santé, c'est une bonne idée. Toutefois, quand on lit le programme Santé 2020 que la Confédération est en train de mettre en place, j'ai l'impression qu'ils sont bien en retard avec ce qui est proposé. Comme Isabelle le disait, il faut agir sur les coûts de la santé.

En s'inspirant du modèle vaudois, le PS propose, dans sa nouvelle initiative populaire, de limiter les primes de l'assurance obligatoire de soins à 10 % du revenu disponible des ménages. Serait-ce une solution envisageable selon vous ?

E. Z. : Cette solution n'est pas envisageable. Cette initiative ressemble beaucoup à une étatisation coûteuse du système de santé. C'est de nouveau la classe moyenne qui est mise à l'épreuve dans ce cas-là. Dans le canton de Vaud, ils ont adopté ce modèle depuis l'année passée. Mais pour le moment, on remarque qu'il y a bien plus de pertes que de bénéfices. Le PDC n'est pas non plus favorable à ce projet, il défend bien évidemment son initiative.

I. P. : Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a expliqué Estelle. C'est une injustice contre la classe moyenne. C'est majoritairement les salaires de la classe moyenne qui vont payer le prix fort. Ce ne sont pas eux qui engendrent le plus de coûts. Il serait



préférable de se pencher sur de nouveaux modèles de rabais, en allant plus loin que le système actuel qui offre des primes pour un modèle alternatif ou une franchise supérieure.

L'initiative parlementaire déposée en 2016 par Eder Joachim (Conseil des États, PLR, Zug) propose une solution afin de régler la question du relevé de données individuelles dans le cadre de la LAMal. Pensez-vous que ce texte facilite et protège le traitement des données des assurés ?

I. P. : Je ne le pense pas. Je suis personnellement pour la protection des données individuelles. L'Office fédéral de la santé publique utilise ces données pour exécuter les tâches qui lui sont assignées en vertu de la loi sur la surveillance de l'assurance-maladie (LSAMal) et pour surveiller l'évolution générale des coûts dans l'assurance obligatoire des soins. Cette récolte auprès des assurances se fait déjà de manière anonymisée. Les traitements des données sont déjà réalisés de manière agrégée.

E. Z. : J'ai un avis partagé à ce sujet. D'un côté, ce projet est en cours avec les formulaires EFIND 1 (collecte de données

démographiques) et EFIND 2 (collecte de données relatives aux primes et aux coûts de traitements). Depuis 2014, l'OFP collecte auprès des assureurs des données anonymisées concernant tous les assurés. Cela m'a l'air de bien fonctionner ainsi. D'un autre côté, il faut effectivement s'assurer que ces informations ne soient pas utilisées contre le patient et que ce soit traité de manière agrégée. Dans l'anonymat, j'aurais quand même peur que certaines de ces données soient reprises et que cela se retourne ensuite contre l'assuré. Le prochain formulaire EFIND 3 va relever des données sur les coûts par prestataire, permettant de surveiller l'évolution des coûts par type de prestations. Je pense qu'il est essentiel de protéger ces informations afin d'éviter que les assurés se fassent « pointés du doigt » et que certaines de ces informations se retournent contre eux.

L'Association Suisse des Infirmiers (ASI) a lancé l'initiative populaire : « Pour des soins infirmiers forts ». Cette initiative veut contraindre la Confédération et les cantons à former et à engager plus de personnel infirmier diplômé afin d'assurer des soins de qualité à l'avenir. Qu'en pensez-vous ?

E. Z. : Étant personnellement touchée par cette initiative, je pense qu'elle est la bienvenue pour faire parler du monde infirmier. Premièrement, il est essentiel pour la Suisse d'assurer et de faire perdurer des soins de qualité. Ce que je constate sur le terrain, c'est que nous sommes en manque de ressources bien formées. Selon les dernières statistiques, il manque actuellement plus de 10'000 infirmières formées en Suisse. Aux soins intensifs ou aux urgences, ce problème ne se pose pas. Une réglementation stricte est mise en place. Les infirmières d'étage, d'EMS ou de soins à domicile manquent toutefois cruellement. S'il était possible d'engager quelques infirmières supplémentaires, nous pourrions éviter certaines complications qui coûtent très chères. Je vais vous donner un exemple concret : une infirmière d'étage doit s'occuper de 10 personnes dans certains établissements. Un de ses patients est mobilisé pendant 3 jours parce que personne, par manque de temps, n'a la possibilité de s'occuper et de constater des complications. Cette même personne fait une pneumonie et se retrouve directement aux soins intensifs. Si elle avait été prise en charge avant, elle aurait pu être traitée rapidement et on aurait évité les coûts supplémentaires. Une deuxième constatation importante à ce sujet concerne plus précisément la formation. Avec un Bachelor en soins infirmiers, nous avons la capacité de faire des recherches scientifiques sur la majorité des thématiques dans ce domaine et nous avons les compétences d'être plus autonomes. Ce titre est quelquefois difficilement valorisé. Il n'y a toujours pas la possibilité pour les infirmières de faire des prescriptions. Il faut toujours passer par un médecin pour les obtenir, ce qui engendre en conséquence une perte de temps et une augmentation des frais administratifs. Certaines prescriptions pourraient être directement prises en charge par les infirmières, ce qui allégerait les coûts.

I. P. : Je suis d'accord avec les propos d'Estelle. La qualité des soins en Suisse est bonne et il faut absolument la faire perdurer. Garantir des prestations de qualité est prioritaire. Seules des prestations de qualité permettent de diminuer à long terme la fréquence à laquelle les patients ont recours à des services médicaux. C'est toutefois un fait, il existe un manque cruel de personnel infirmier qualifié et il faut faire rapidement quelque chose pour résoudre ce problème. Concernant la réduction des



coûts par la prise en charge des prescriptions des infirmières, je ne sais pas trop. J'ai toujours un peu peur que cela devienne au contraire encore plus cher.

Le projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS (RFFA) a été accepté dernièrement, en mai 2019. Concernant la réforme AVS 21 : que pensez-vous plus concrètement de l'harmonisation de l'âge de la retraite pour les femmes et hommes et du fait de relever la TVA à partir de 2021 ?

E. Z. : Je suis totalement pour l'harmonisation de l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes. Je trouve normal qu'il y ait une égalité à ce niveau-là. À ce propos, les jeunes PLR ont récemment lancé une initiative prônant un relèvement de l'âge de la retraite des hommes et des femmes à 66 ans, et non à 65 ans comme proposé dans la réforme. Ce projet intègre également la notion de « fixation de l'âge de la retraite liée à l'espérance de vie ». Je soutiens d'ailleurs plus le fait que ce soit fixé à 66 ans. J'ai l'impression que la solution proposée et validée récemment ne fait que de repousser le problème plus loin. Au niveau de notre 1er pilier, il faut rapidement faire quelque chose. La compensation sociale du paquet RFFA permettra temporairement de surmonter le problème croissant du financement de l'AVS. Le fait de devoir relever le taux de la TVA n'est pas forcément la meilleure des solutions, mais nous n'avons pas trop le choix.

I. P. : Je suis d'accord avec les propos d'Estelle l'harmonisation de l'âge de la retraite

pour les femmes et les hommes est une très bonne chose. Pour ma part, je fixerais volontiers l'âge à 67, voire 68 ans. Je pense toutefois que nous devrions y aller gentiment. Concernant la TVA, je ne suis pas forcément pour, mais je pense que nous n'avons pas d'autre solution envisageable.

Réforme AVS : Dans « l'initiative 99 % », les socialistes estiment qu'une imposition plus importante des revenus du capital pourrait permettre d'alimenter l'AVS. Quelle est votre position sur ce sujet ?

I. P. : Je ne pense pas que ce soit une bonne idée d'exiger que les revenus du capital soient imposés 1.5 fois plus que ceux du travail. En Suisse, les revenus sont répartis de manière équilibrée. Cette excellente situation, nous le devons à notre marché du travail libéral, aux conditions attractives dont profite la place économique ainsi qu'un système social et fiscal redistributeur. Si une telle initiative était acceptée, nous perdrons énormément de jobs sur la place financière.

E. Z. : Je n'ai pas grand-chose à rajouter, mis à part que je ne soutiens absolument pas cette initiative. En Suisse, le capital est imposé de nombreuses manières. Dans la réforme AVS 21, je pense que nous avons énormément d'instruments qui seront mis en place dans un futur proche afin de pallier au problème de l'AVS.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ARNAUD TOURON**
Membre du comité

PORTRAITS EXPRESS



ISABELLE PORTMANN

VICE-PRÉSIDENTE DU PLRF

Isabelle Portmann, 47 ans, est diplômée en économie d'entreprise à l'Université de Fribourg et enseignante à l'EPAI de Fribourg. Elle est en outre conseillère communale à Tentlingen, vice-présidente du PLR fribourgeois et a été députée au Grand Conseil de 2014 à 2016. Isabelle Portmann préside également le PLR du district de la Singine.



ESTELLE ZERMATTEN

VICE-PRÉSIDENTE DES JLRF

Estelle Zermatten, 23 ans, habite à Bulle. Après avoir obtenu un CFC d'assistante en soins et santé communautaire avec maturité santé intégrée et un Bachelor en soins infirmiers, elle exerce la profession d'infirmière aux soins intensifs à l'hôpital cantonal de Fribourg. Vice-présidente du PLR Bulle, elle est également secrétaire du PLR du district de la Gruyère.

À LA HUSSARDE !

UN TRAIT DE CARACTÈRE QUI VOUS DÉFINIRAIT

Isabelle Portmann: Diplomate.
Estelle Zermatten: Persévérante.

UN PASSE-TEMPS APPRÉCIÉ

I. P.: Chant classique.
E. Z.: Montagne et ski.

UN RÊVE QUI VOUS POURSUIT

I. P.: Que mon travail me plaise jusqu'à ma retraite.
Autrement vivre au bord de la mer dans le Sud.
E. Z.: Grimper le K2 ou l'Everest.

POLITICIEN EXEMPLAIRE

I. P.: Didier Burkhalter.
E. Z.: Philippe Nantermod.

UN OU UNE AUTEUR QUE VOUS AIMEZ

I. P.: Michèle Obama.
E. Z.: Paulo Coelho.

UN OU UNE ACTEUR QUE VOUS APPRÉCIEZ ?

I. P.: Nicole Kidmann.
E. Z.: Omar Sy.

PLUTÔT 1^{ER}, 2^E OU 3^E PILIER ?

I. P.: 3^e pilier.
E. Z.: 3^e pilier.

UN LIVRE DE CHEVET

I. P.: La bibliographie de Michèle Obama.
E. Z.: *Au centre bas le cœur* de René Prêtre.

FEMMES, HOMMES, FAMILLE & ÉGALITÉ

CONSEIL NATIONAL

ROMAIN COLLAUD &
KILIAN DEILLON

Profil



D'entrée de jeu, on sent entre vous comme une certaine connivence et de la complicité! Vous vous connaissez bien?

Romain Collaud: On habite à 100 mètres à vol d'oiseau l'un de l'autre, même si ça n'est pas depuis longtemps. Kilian fait partie de mon comité de campagne. Donc, il doit être sympa avec moi. Ou l'inverse, c'est moi qui dois être sympa avec lui [rire des deux]. Nous sommes deux radicaux dans un petit village, donc nous nous connaissons forcément bien.

Est-ce plaisant d'avoir des gens de sa génération (ou presque) engagés en politique, alors qu'on sait que ce n'est pas toujours évident pour les jeunes?

R. C.: J'arrive à un âge où davantage de gens sont déjà investis en politique, mais c'est vrai que quand tu es jeune et que tu t'investis en politique, tu peux facilement passer pour un extraterrestre, donc c'est bien d'être accompagné sur ce chemin.

Kilian Deillon: Oui, c'est très important d'avoir des personnes avec qui on s'entend bien et qui ont quelques années de plus, des gens dont on peut profiter de l'expérience. Parce que c'est vrai que, quand on est jeune, on saute dans le bain et c'est l'inconnu. Donc, c'est bien de pouvoir compter sur un nom

et un visage familier.

Parlons de vos campagnes respectives. C'est beaucoup de travail?

R. C.: Ah ça, il faut demander à Valentin Bard, mon chef de campagne (et président de l'ADIR, *ndlr.*). Au début, je ne m'étais pas vraiment rendu compte du travail que cela représentait, mais, en même temps, c'est extrêmement intéressant et, pour tout vous dire, j'adore ça. Il y a quelques semaines, par exemple, j'ai dû signer 5400 lettres, donc cela représente un gros investissement en temps. Heureusement, nous nous y sommes pris assez vite, notamment avec l'organisation de mon souper de soutien, au mois d'avril. Donc, le travail

préparatoire a été fait bien en amont et cela facilite les choses aujourd'hui. À vrai dire, je n'aime pas travailler dans l'urgence! Et je peux compter sur l'aide Kilian notamment qui m'épaula sur la question de ma communication et de mon image. C'est une aide précieuse. Le fait de travailler avec des gens proches que l'on connaît permet d'être très réactif.

K. D.: Pour ma part, je suis un peu plus en retard! Pour ma défense, je dois dire que je chapeaute aussi la campagne des Jeunes, j'aide Romain, et je suis aussi membre de campagne du comité de Johanna Gapany. Du coup, c'est vrai que j'ai un peu moins de temps pour écrire mes articles pour *Profil!* [rires] Cela dit, c'est une activité que j'aime et que j'avais déjà menée, notamment lors de la campagne au Conseil d'État de Didier Castella. En général, quand on me demande ce genre de soutien, j'accepte avec plaisir. D'abord parce que c'est une expérience très formatrice, ensuite parce que c'est une façon très pragmatique de répondre à des questions qu'on ne se poserait pas autrement. Enfin, c'est une excellente façon de rencontrer des gens et de mieux connaître la politique cantonale.

Si vous deviez désigner, dans le contexte de la politique familiale et avec l'actualité chargée qui la concerne, les aspects les plus importants pour la prochaine législature, quels seraient-ils?

R. C.: Le congé parental est un thème que l'on doit aborder. Au niveau de la politique familiale, je pense que la question de la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle sera très importante. Je pense que ce seront-là les deux thèmes phares qui sont prioritaires lors de la prochaine législature.

K. D.: Je pense aussi que le congé parental sera au centre des débats, parce qu'on est en 2019 et je pense qu'on est définitivement sorti de l'époque où c'était exclusivement à la mère que revenait la tâche de s'occuper de la famille. J'estime que l'on doit faire preuve d'ouverture d'esprit sur cette question et l'adapter à la réalité de notre temps. Le concept de congé parental est ce qu'il y a de plus prometteur à cet égard. Il faut laisser aux familles le libre choix, car c'est à elles que reviendra le choix de leur propre organisation, un choix à décider aussi en concertation avec les employeurs. Je ne pense pas qu'on devrait graver dans

Romain Collaud et Kilian Deillon sont tous deux candidats au Conseil national, mais pas sur la même liste. Ils habitent dans le même village, se connaissent bien et n'hésitent jamais à s'entraider en matière de politique. Un bel exemple de solidarité et un partage d'expérience qui fait honneur à l'engagement politique de milice dans notre canton. Nous leur avons proposé de se pencher sur la question de la politique familiale, du rôle des femmes et des hommes dans notre société actuelle lors d'un entretien cordial qui a eu lieu dans leur chef-lieu de Romont.



le marbre un nombre de jours attribués à l'un ou à l'autre des membres du couple. Gardons le nombre de semaines actuelles et offrons-leur davantage de flexibilité.

R. C. : Oui je suis du même avis, même s'il est vrai qu'il est important que les femmes puissent se reposer à l'issue d'un accouchement et qu'il faut donc veiller à instaurer une limite vers le bas pour les femmes. Après, je suis d'accord avec Kilian, il y a des situations où cela a du sens que la femme reprenne le travail plus vite que l'homme, ou inversement. On doit vraiment laisser cette liberté aux citoyens.

Le congé parental, et donc la possibilité d'un congé paternel, c'est aussi une manière de donner à l'homme l'occasion d'endosser un autre rôle ?

R. C. : Disons que je pense que notre société est désormais sensible à l'idée que les pères aient aussi l'opportunité de s'occuper de leurs enfants, et de baisser leur temps de travail pour réaliser ce vœu. Cela dit, beaucoup de possibilités existent aujourd'hui, pas forcément pour les PME, mais en tout cas dans les grandes entreprises. Je crois

que c'est notre rapport au travail en général qui évolue, que ce soit pour les femmes, mais aussi pour les hommes. On constate que beaucoup de gens réclament plus de flexibilité et aspirent à travailler autrement, notamment avec le home working. De ce point de vue, la question dépasse le congé parental et fait partie d'un mouvement sociétal général.

K. D. : Oui, je pense également que c'est une évolution générale de notre rapport au travail. Cela dit, la femme a quand même plus de contraintes biologiques par rapport à ses enfants, et cela empêchera toujours une certaine forme d'égalité totale, ce qui ne doit pas empêcher les hommes et les femmes de faire leur propre choix.

Vous avez mentionné le rôle des entreprises. Selon vous, en font-elles assez pour la vie familiale ?

R. C. : La difficulté, au niveau suisse, c'est que notre économie repose sur un tissu économique différent d'autres pays, comme la France. Le fait est que nous possédons beaucoup de PME et que nous vivons dans une culture assez entrepreneuriale.

Or, pour une entreprise qui a quatre ou cinq employés, c'est naturellement plus difficile de mettre en place des solutions que pour une grande entreprise. Dans les multinationales par contre, je ne pense pas que nous soyons à la traîne, car il existe déjà beaucoup de solutions. Elles mettent en effet des crèches à disposition et permettent plus facilement des aménagements d'horaire, simplement parce qu'elles possèdent une main-d'œuvre et une masse critique suffisantes pour le faire et être capables d'absorber une absence prolongée. Ce qui ne sera pas le cas pour une menuiserie ou un maçon indépendant.

K. D. : Oui, je suis d'accord. C'est vrai que pour les petites entreprises, c'est beaucoup plus compliqué, et je me base sur ma propre expérience pour l'affirmer. Quand vous êtes une entreprise familiale, il est clairement plus complexe de faire face à des congés. De ce point de vue, nous devons être vigilants et faire en sorte que le congé parental ne pénalise pas les PME.

Est-ce qu'on peut dès lors imaginer de nouveaux dispositifs collectifs pour répondre aux défis que rencontrent les indépendants et les PME ?

R. C. : Oui, sans doute, mais comme je l'ai dit, dans une petite entreprise, les compétences sont plus difficiles à remplacer aux postes-clés. Nous sommes dans un système dans lequel il n'existe pas encore de solution miracle. Cela dit, si l'on veut mettre en place d'autres options, cela doit passer nécessairement par un dialogue entre les employés et les employeurs. Si je me base sur ma propre expérience, lorsque je suis devenu père, j'ai eu l'opportunité d'aménager mon temps de travail en faisant des demi-journées seulement. Ce type d'aménagement entre employeurs et employés constitue une voie intéressante à explorer.

L'équilibre homme-femme au sein de nos élus est encore défaillant... en politique, la participation des femmes plafonne à 28,9 % en 2019 (elle était de 14,6 % en 1991). Comment encourager les femmes à s'engager en politique ?

R. C. : Tout d'abord je pense qu'il faudrait considérer les statistiques suivant les différentes classes d'âge. En effet, je pense que la question serait intéressante à analyser par tranche d'âge. Il ne faut pas oublier par exemple que la moyenne d'âge au Grand Conseil fribourgeois est de 55 ans. Donc, ce sont quand même des populations pour



Profil

lesquelles le mode de vie était complètement différent, à une époque où les femmes étaient moins impliquées dans la vie professionnelle et politique. Nous continuons donc, d'une certaine manière, à pâtir des pratiques passées. Il serait intéressant de voir ce qu'il en est pour les générations plus jeunes.

K. D. : Oui, je suis d'accord. Par exemple, sur notre liste Jeunes, les femmes sont majoritaires, nous avons quatre femmes et trois hommes. Ce qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que les femmes en Suisse ont malheureusement obtenu le droit de vote extrêmement tardivement. Je pense donc qu'il faut laisser le temps au temps. Heureusement, les choses sont en train de changer, et lorsque je vois qu'une majorité de femmes sont inscrites sur notre liste, je m'en réjouis, cela démontre que, en 2019, la politique n'appartient plus ni aux hommes ni aux femmes.

R. C. : C'est vrai, d'autant que pour notre génération, la question de l'égalité ne se pose pas, elle fait partie de notre culture et on ne songe même pas à la remettre en question. Pour nous, même si nous devons rester attentifs, une même compétence

doit conduire au même poste et au même salaire.

Et l'idée des quotas en politique, vous en pensez quoi ?

K. D. : Je suis personnellement absolument contre, car j'estime que l'engagement politique doit rester une affaire de choix personnel. Il faut garder à l'esprit que c'est un engagement de soi et que cette question ne réglera pas au travers des quotas.

R. C. : Je pense aussi que ça ne réglerait rien. La diversité, c'est important, mais ça ne doit pas être discriminatoire. Les quotas peuvent à mon sens conduire à discréditer le système. Pour ma part, je crois aux compétences de chacun, indépendamment du fait qu'elles soient exercées par un homme ou par une femme.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS DE RÆMY**
Rédacteur responsable

W E C K
A E B Y

L'IMMOBILIER + L'EXPÉRIENCE

WECK, AEBY & CIE SA
www.weck-aeby.ch
office@weck-aeby.ch



SIÈGE PRINCIPAL
Avenue de la Gare 12
Case postale 1648
1701 Fribourg
T. +41 (0)26 347 30 40

SUCCURSALE DE LAUSANNE
Avenue Auguste-Tissot 18
Case postale 1185
1001 Lausanne
T. +41 (0)21 923 35 20

media **F**

Fournisseur officiel de la
Fête des Vignerons 2019



**Nous avons tout pour
mettre en lumière
votre message.**

Régie publicitaire et imprimeries
réunies sous le même toit

www.media-f.ch



**LUNETTES
OUBLIÉES**

**Cours de lecture, d'écriture,
de calcul pour adultes parlant français**

0800 47 47 47 www.lire-et-ecrire.ch



**SIMPLEMENT!
MIEUX** LIRE. ÉCRIRE.
CALCULER. ORDINATEUR.

PORTRAITS EXPRESS



ROMAIN COLLAUD

DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL

Romain Collaud, 34 ans, est expert diplômé en finance et investissements. Il est directeur au sein de la société Padea. Il est en outre député au Grand Conseil depuis 2014. Romain Collaud est membre du Conseil d'administration de l'ECAB et du Conseil de la HES/SO Fribourg.



KILIAN DEILLON

PRÉSIDENT DU PLR GLÂNE

Ancien vice-président des Jeunes libéraux radicaux fribourgeois, Kilian Deillon a été bercé par la politique depuis son plus jeune âge. Ce Glânois perpétue ainsi la tradition PLR de sa famille pour une troisième génération, en faisant notamment partie du comité de rédaction de *Profil*.

À LA HUSSARDE !

UN BON SOUVENIR D'ENFANCE

R. C. : Mes vacances de ski.

K. D. : Traverser toute la Suisse romande pour aller voir le CS romontois.

LA FÊTE DES VIGNERONS... CE QUE VOUS EN DITES.

R. C. : C'est des Vaudois qui ont réussi à faire croire que c'était une fête nationale.

K. D. : Une excellente vitrine pour montrer que les produits fribourgeois sont meilleurs que les vaudois.

LE LIEU OÙ VOUS PASSEREZ VOS PROCHAINES VACANCES

K. D. : Besichtas, pour voir Liverpool gagner.

R. C. : En Valais.

LA FIN DU MONDE, C'EST POUR...

R. C. : Elle n'est pas déjà passée ? À en croire Nostradamus.

K. D. : Le jour où le PS sera le premier parti de Suisse.

LE JOUR DE LA GRÈVE DES FEMMES, VOUS ÉTIEZ...

R. C. : En vacances.

K. D. : En rendez-vous client.

UNE DEVISE QUE VOUS FEREZ INSCRIRE SUR VOTRE PIERRE TOMBALE

R. C. : Il n'y aura pas de pierre tombale, je me ferai incinérer.

K. D. : J'aurais pu vous emmerder moins longtemps, mais je n'en avais pas envie.

DU MATIN OU DU SOIR, IL FAUT CHOISIR.

R. C. : Matin, je suis un lève-tôt et un petit dormeur.

K. D. : Soir, je suis un couche-tard.

QUELLE DÉFENSE POUR DEMAIN ?

CONSEIL NATIONAL

OCÉANE GEX &
ALEXANDRE VONLANTHEN



Profil



Afin de remplacer les 30 avions de combat de type F/A-18 qui arriveront en bout de course en 2030, ainsi que les 53 F-5 Tiger des forces aériennes suisses, le Conseil fédéral est prêt à engager 6 milliards de francs. Une enveloppe qui doit permettre d'acquérir environ 30 avions et une DCA couvrant la superficie du territoire suisse. L'UDC réclame 1 milliard de plus afin d'assurer adéquatement la défense aérienne. Qu'en pensent nos deux candidats Océane Gex et Alexandre Vonlanthen ? Réponse depuis les pistes de l'aérodrome de Payerne.

Commençons dans le vif du sujet : que pensez-vous du montant de 6 milliards budgétisé pour l'achat d'avions de combat ?

Océane Gex : À mon avis, le budget de 6 milliards est suffisant. Ce chiffre ne sort pas de nulle part, des études ont été menées pour fixer un tel budget. Il faut savoir mettre des limites, car si on accepte un milliard de plus à ce stade, il y en aura dix de plus au bout du compte.

Alexandre Vonlanthen : Je pense qu'effectivement, les 6 milliards budgétés sont suffisants pour renouveler notre flotte aérienne. Au final, c'est le prix de l'avion qui influencera le nombre d'avions qu'on pourra s'offrir. Avec ce budget, ce sont environ entre 25 et 35 avions de combat qui seront nouvellement acquis.

Les fournisseurs étrangers doivent compenser les affaires d'une certaine importance par des commandes à des entreprises suisses, et ce à hauteur de 60 % selon la nouvelle stratégie de la Conseillère fédérale Viola Amherd. C'est ce qu'on appelle les affaires compensatoires. Selon vous, ceci représente-t-il une opportunité pour l'économie suisse ?

O. G. : Oui, tout à fait. Heureusement qu'il n'y a pas de fournisseurs suisses, sinon le marché interne en serait bouleversé, puisque certaines entreprises seraient désavantagées par cette nouvelle concurrence. J'estime personnellement que 60 % sont un nombre réaliste et un taux favorable pour l'économie suisse.

A. V. : Je suis également pour les compensations planifiées, ainsi qu'un taux de compensation de 60 %. En ma qualité de syndic de Cugy, je peux dire que nous travaillons beaucoup avec d'autres communes riveraines. Nous travaillons en particulier avec la COREB (Communauté Régionale Économique de la Broye), afin de favoriser les emplois à valeur ajoutée pour toutes les activités liées au secteur de l'armée. Et pour cette raison, nous souhaiterions que dans la clé de répartition des 60 %, soit intégré un facteur prenant en compte la problématique des nuisances de l'armée.

Il faut en effet savoir qu'à Payerne, l'armée suisse opère plus de 50 % des avions à réaction. Or, nous avons seulement 5 emplois RUAG liés à l'aviation alors qu'en Suisse allemande, il y a une centaine d'emplois RUAG par aérodrome. Je vois donc un certain problème dans cette situation. Par ailleurs, la Police aérienne (PA 24), active 24h sur 24h toute l'année, sera opérationnelle à Payerne dès janvier 2020. Cela créera forcément de nouvelles nuisances, mais aura l'avantage de favoriser l'économie locale, notamment par la création d'une centaine de nouveaux emplois.

La situation sécuritaire en Europe est aujourd'hui stable. Pourquoi alors vouloir renouveler notre défense aérienne ?

O. G. : La situation sécuritaire est certes stable aujourd'hui, mais il faut à tout prix rester à jour en termes d'avancées technologiques. Il est important d'évoluer avec son temps afin d'être prêt à affronter la menace le jour où celle-ci se déclenche. Ce n'est pas uniquement l'armée qui est concernée par cet enjeu sécuritaire, mais bien toute la population suisse. Les avions de combat ont effectivement pour but d'assurer la police et la défense du ciel. La mise en place d'un système de défense efficace présuppose notamment des phases tests, qui ont eu lieu dernièrement. Le processus du projet prend certes du temps, mais ceci est indispensable si la Suisse compte sur un système de défense à jour.

A. V. : Le renouvellement du système de défense aérienne est un chantier de grande haleine. Si on ne concentre pas tous les efforts aujourd'hui pour être performants, on risque de perdre notre savoir dans le futur. Il est donc primordial d'être muni d'un système de défense capable de lutter contre les dangers du moment. Il faut savoir que le renouvellement de la flotte aérienne n'intervient pas suite à l'incident ayant eu lieu avec un avion éthiopien ayant pénétré dans l'espace suisse en 2016. C'est en fait un ancien conseiller aux Etats, Hans Hess, PLR, qui a fait une motion pour une police aérienne en 2009.

Notre police de l'air a-t-elle vraiment besoin de nouveaux avions de combat hautement performants afin d'assurer notre défense sachant que ceux-ci sont coûteux, émettent beaucoup de CO2 et sont bruyants ?

A. V. : Il faut d'abord savoir que lorsque la police aérienne décolle, celle-ci suit un certain couloir aérien dans le but de réduire



Profil

les nuisances pour la population locale. Ensuite, il est vrai qu'un avion de combat est coûteux et polluant, mais celui-ci n'est pas originellement développé pour être écologique et économique en termes de kérosène. Il est en effet conçu pour être performant en vol, en recherches ainsi qu'en attaque.

O. G : Je suis d'accord, mais je pense qu'à l'avenir il y a quand même des technologies qui existent et qui évoluent dans l'objectif de réduire les émissions de CO₂. Je suis sûre qu'il y aura des solutions qui seront trouvées.

A. V. : Les avions qui sont développés aujourd'hui n'intègrent pas encore la composante écologie dans leur fabrication. C'est comme dans l'aviation civile, les jumbo-jets d'il y a 40 ans n'étaient pas développés comme la dernière génération, beaucoup plus économes en carburant. Les avions qu'on teste en Suisse sont des avions qui ont déjà des heures et des heures de vol, par exemple, le Rafal qui est gentiment désuet. Il est probablement utilisé par l'armée française depuis 15 ans. Du coup lorsqu'il a été développé, il y a 25 ans, on ne

parlait pas encore des problèmes environnementaux comme aujourd'hui.

O. G : C'est effectivement le point regrettable de cette thématique. Les problèmes liés à l'environnement vont fortement créer des discussions lors des votations, notamment et surtout de la part de jeunes électeurs, qui sont particulièrement sensibles à cette question.

A. V. : Il faut toutefois relativiser l'impact et l'ampleur des dégâts écologiques engendrés par les avions de l'armée. Je pense qu'une certaine prise de conscience a eu lieu dans l'armée. Par exemple, lorsque j'ai fait mon armée dans les années 90, j'ai déjà remarqué certains premiers changements en lien avec l'aspect écologique.

La menace aujourd'hui changé, elle provient surtout du cyberspace. Ne devrait-on pas plutôt favoriser la lutte contre la cybercriminalité ?

O. G : Oui, les menaces ont changé. Je pense qu'il faut plus de moyens pour investiguer le cyberspace. On ne maîtrise pas encore très bien ce domaine. Par exemple, il y a une semaine, l'application Whatsapp

rencontrait un problème technique: c'était le drame général. En outre, il y a récemment eu ce reportage sur les PME qui se font prendre en otage par des hackers. Le risque de se faire hacker est donc bel et bien présent.

A. V.: Je suis d'accord, il faut vraiment investir dans la cybercriminalité, mais cela se fait déjà aujourd'hui. L'armée est un tout. Par exemple dans la situation d'aide en cas de catastrophe, l'armée est là pour aider. On doit garder le tout en équilibre constant et les besoins d'équilibre changent en fonction des menaces du moment. Effectivement, on a plus de risque d'être témoins d'une cyberattaque qu'une bombe larguée d'un avion.

Dans l'intérêt de l'Armée, la Suisse ne devrait-elle pas prévoir l'achat de nouveaux avions de combat par le biais d'une augmentation lissée du budget ordinaire de l'armée, non soumis au référendum financier, plutôt que de passer par un crédit complémentaire qui permet la participation du peuple?

A. V.: C'est bien pour la transparence, en particulier la transparence financière. Je pense que de toute façon le référendum va aboutir. La procédure me paraît risquée, mais juste.

O. G.: Je suis assez d'accord, je pense que si on peut se prononcer sur les cornes des vaches, on peut aussi se prononcer sur des sujets bien plus importants financièrement comme l'achat de nouveaux avions de combat par exemple. C'est essentiel de laisser cette liberté au peuple.

En 2014, la Suisse devait acquérir 22 Gripen pour remplacer sa flotte aérienne. Or, une initiative populaire a empêché cette acquisition. N'existe-t-il pas un risque que le peuple suisse n'use de cet instrument démocratique pour remettre systématiquement en cause les décisions de l'Armée?

O. G.: Le risque zéro n'existe pas, mais je pense que le bon sens fait avancer les choses. Certes, le processus est ralenti lorsque le peuple est impliqué.

A. V.: Il faut savoir qu'en 2014, le peuple devait voter sur le financement du Gripen alors que la gauche a réussi à faire croire que le peuple devait se prononcer sur le type d'avion. Et après, ils ont démonté le choix du Gripen. Et le ministre de l'époque n'a pas vraiment défendu l'acquisition de ce modèle d'avion. C'est clair que



Profil

la démocratie permet ce genre de passe d'armes. L'initiative populaire peut aussi être utilisée à mauvais escient tout comme le référendum financier. C'est les règles du jeu.

O. G.: C'est à tous les niveaux comme ça. À Fribourg aussi, si on regarde l'initiative pour la gratuité des bus ou l'extension des horaires des commerces.

En 2020, le peuple suisse votera sur le principe de l'acquisition de nouveaux avions de combat, mais non sur le modèle qui sera choisi. Est-ce que cette limitation démocratique vous pose-t-elle un problème au regard de la souveraineté individuelle?

O. G.: Non, je ne pense pas que c'est une limitation de la démocratie. C'est juste de voter sur un principe et non sur un point précis. Sinon on ouvre la porte à tout abus. Par exemple, les dimensions des rails ferroviaires sont un sujet bien trop spécifique pour laisser la parole au peuple.

A. V.: On n'a pas 8 millions d'experts dans l'aviation en Suisse. Il y a des experts pour choisir le type d'avion. À l'échelon communal, c'est pareil, lorsqu'on demande un budget d'investissement, on vote le budget

et non les aspects spécifiques du domaine en questions, par exemple le modèle de tracteur acheté. Ces questions sont souvent très techniques. En somme, le législatif vote le montant et l'exécutif choisissent l'objet.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
VALENTIN SAPIN**
Membre du comité

PORTRAITS EXPRESS



ALEXANDRE VONLANTHEN

SYNDIC DE CUGY

Alexandre Vonlanthen, 41 ans, est charpentier de formation. Il est aujourd'hui agent immobilier et associé gérant de l'entreprise Scobi Sàrl. Alexandre Vonlanthen est en outre syndic de Cugy et préside deux associations intercommunales broyardes.



OCÉANE GEX

CONSEILLÈRE GÉNÉRALE DE LA VILLE DE FRIBOURG

Conseillère générale depuis 2016 à Fribourg et secrétaire du PLR Ville de Fribourg, elle est actuellement vice-présidente de la Commission de fusion de la Ville de Fribourg et membre de la Commission des naturalisations. À 28 ans elle travaille en tant que chef de projet à Swiss Wine Promotion à Berne.

Profil

À LA HUSSARDE !

VOTRE COMPAGNIE AÉRIENNE PRÉFÉRÉE ET POURQUOI

Alexandre Vonlanthen : Swiss parce que suisse à la base.
Océane Gex : Swiss, car ils offrent de la bonne glace et du chocolat.

AU RÉVEIL, VOUS ÊTES PLUTÔT MOTEUR DIESEL OU MOTEUR KÉROSÈNE

A. V. et O. G. : Kérosène à fond, du matin !

UNE DEVISE QUE VOUS FERIEZ INSCRIRE SUR LE FUSELAGE DE VOTRE AVION

A. V. : Vas-y fonce, oublie que tu n'as aucune chance !
O. G. : S'envoler vers la liberté.

UN LONG VOYAGE VERS L'AUSTRALIE VOUS ATTEND, LA PERSONNALITÉ AVEC QUI VOUS FERIEZ LE VOYAGE

A. V. : Roger Federer à l'évidence.
O. G. : Joseph Deiss ou Barack Obama, quelqu'un qui a de l'expérience politique et qui s'engage aussi après son mandat.

ON VOUS OFFRE UN BILLET D'AVION POUR UNE DESTINATION D'UN DES PAYS DES CONSTRUCTEURS D'AVIONS DE COMBAT TESTS (ÉTATS-UNIS, SUÈDE, ALLEMAGNE, FRANCE), LEQUEL CHOISISSEZ-VOUS ET POURQUOI ?

Alexandre Vonlanthen : Suède, car je ne connais pas ce pays.
Océane Gex : Suède, pour me rapprocher de ma sœur qui est en Finlande.

UN ALCOOL QUE VOUS EMBARQUEZ FACILEMENT DANS VOTRE BAGAGE

A. V. : Bouteille de rhum Zacapa (de Finlande)
O. G. : Du Martini.

L'URGENCE CLIMATIQUE

CONSEIL NATIONAL

RAPHAËL CASAZZA &
FABIAN KUHN



Thème phare de notre temps et préoccupation de tous les instants, l'écologie et notre relation à l'environnement composeront un menu de choix pour la prochaine législature. Les défis sont immenses, les questions sans fonds et les débats enflammés. Qu'ont à proposer nos candidats PLR au Conseil national ? Réponse avec Raphaël Casazza et Fabian Kuhn, dans le cadre charmant et bucolique de la Basse-Ville de Fribourg.

2019, nous y sommes. La campagne bat son plein avec l'écologie comme principal enjeu de la prochaine législature. Dernièrement nous avons appris que les compagnies d'aviation devront passer à la caisse pour compenser les émissions de CO₂. À la suite de cette décision, le Conseil National a refusé en décembre dernier d'introduire une taxe sur le prix des billets d'avion afin de ne pas imposer une double charge aux utilisateurs, que pensez-vous de cette décision ?

Fabian Kuhn : Aus meiner Sicht war dieser Entscheid absolut korrekt. Eine Flugticketabgabe geht zu Lasten von Personen mit tiefem Einkommen. Zudem besteht die Möglichkeit auf andere Flughäfen auszuweichen, besonders nach Basel, da dieser auf französischem Staatsgebiet liegt und die Erhebung einer schweizerischen Flugticketabgabe wohl kaum akzeptiert würde. Um die CO₂-Emissionen im Flugverkehr effizient zu senken gibt es zwei Massnahmen. Einerseits kann Kerosin besteuert und andererseits die Fluggesellschaften in einen internationalen Emissionshandel integrieren werden. Ein nationaler Alleingang bei der Besteuerung von Kerosin lehne ich klar ab. Dies aus dem Grund, dass die Schweiz sich völkerrechtlich dazu verpflichtet hat, keine Steuer auf Kerosin zu erheben und an diesem Vertrag über 150 bilaterale Verträge hängen. Deshalb müsste dies durch eine internationale Übereinkunft angegangen werden, was enorm aufwendig ist.

Raphaël Casazza : En ce qui me concerne, je ne suis pas du même avis que Fabian. Certes, effectivement, l'aviation est un domaine international, mais j'aimerais juste rappeler qu'on parle de changement climatique dans un contexte vraiment global, d'une augmentation qu'on aimerait limiter. Quand notre corps humain est à 38, 38.5 ou 39 degrés, on n'est vraiment pas bien. Pour la planète, c'est pareil, on parle de limiter au maximum à 1.5 degré. C'est comme si on devait gérer une fièvre

permanente de 38 et demie, ce que je ne souhaite à personne. Je pense que même s'il y a des accords internationaux, ceux-là sont faits pour être changés. Je ne vois pas de raison pour que l'aviation soit une exception. On a plein de modes de transport, il y a le trafic maritime qui est aussi concerné. Pour moi il faut aussi montrer un leadership et le leadership, c'est montrer l'exemple. La Suisse est leader en matière de protection des eaux. On est le premier pays qui a une loi qui exige le traitement des micropolluants dans nos eaux usées. J'ai pu construire la première step de Suisse romande qui traite les micropolluants. On peut être des leaders en étant en avance sur son temps et en montrant la voie.

F. K. : Es ist sicherlich unbestritten dass das Klima ein wichtiges Thema ist und dass man dort vorgehen muss. Die Frage ist wie man das machen möchte. Mit einer Flugticketabgabe haben die Fluggesellschaften überhaupt keinen Anreiz effizientere Technologien zu fördern. Ob sie geringere CO₂-Emissionen verursachen oder nicht, die Flugticketabgabe bleibt unverändert. Deshalb ist es sinnvoller, dass man auf europäischer Ebene zusammenarbeite und die Fluggesellschaften in den internationalen Emissionshandel integriert. Dies führt zu geringeren Emissionen und zu technologischen Fortschritt.

R. C. : Oui, je trouve ça intéressant. Pourquoi pas si, à relativement court terme, on peut se mettre d'accord et mettre en place un système européen. Si on fait une analogie avec les émissions de CO₂ des voitures. L'Union européenne a aussi des objectifs d'émissions par modèle et par année, donc chaque année ses émissions moyennes diminuent. On pourrait imaginer aussi quelque chose qui va dans ce sens. Alors maintenant, est-ce que c'est une taxe sur les billets d'avion ou bien une autre manière, comme tu l'as présenté, pourquoi pas. Pour moi, il faut faire quelque chose. On peut imaginer des solutions transitoires, temporaires et limitées dans le temps, mais il faut faire quelque chose.

F. K. : Dänemark, die Niederlande und Irland hatten eine Flugticketabgabe, haben diese aber wieder abgeschafft. Österreich hat die Abgabe, aufgrund von Ausweichmöglichkeiten auf andere



Flughäfen, reduziert. Wir brauchen griffige, marktwirtschaftliche Massnahmen, anstatt solche Symbolpolitik.

Il y a eu, ces derniers mois plusieurs, manifestations pour le climat, que ce soit en Europe ou en Suisse. Certaines personnes dénoncent l'urgence climatique et reprochent aux politiciens de ne rien faire de concret pour l'environnement. Si vous étiez élu, que feriez-vous pour le climat?

F. K.: Ich persönlich würde sicherlich meinen Lebensstil weiterführen. Kaum Fleischkonsum, Ferien in der Schweiz oder der näheren Umgebung, Mülltrennung etc. sind für die CO₂-Bilanz gut. Auf politischer Ebene würde ich mich für die genannten Mechanismen einsetzen: Verursacherprinzip, Emissionshandel, Technologie ermöglichen, statt verbieten und die verstärkte internationale Zusammenarbeit.

R. C.: Absolument, il faut montrer l'exemple et être en accord avec ses valeurs. J'essaie aussi de limiter mon impact, en

me déplaçant quand je le peux à vélo ou en transports publics, mais j'ai aussi une voiture que j'utilise de temps en temps. Je commence à diminuer aussi la consommation de viande. Ce n'est pas toujours évident, mais c'est un processus en cours qui je pense va aussi vers plus de qualité, plus de proximité et moins de quantités. Je comprends les jeunes qui s'agacent du manque d'action. Quand on voit le cirque qui s'est passé avec la loi sur le CO₂ en décembre 2018, je trouve cet épisode peu glorieux. Je suis pour un nouveau leadership et je suis prêt à y participer si je suis élu à Berne, afin d'avoir des solutions pragmatiques qui avancent dans la bonne direction.

F. K.: In unserem politischen System hat die Bevölkerung ein wichtiges Mitspracherecht. Das führt halt zwingendermassen dazu, dass Entscheidungsprozesse länger dauern, als in anderen Staaten. Das ist auch gut so, denn dadurch wird eine gewisse Stabilität und Rechtssicherheit gewährleistet.

La Suisse devra se passer de l'énergie nucléaire d'ici 2050. Cela passera obligatoirement par le développement de l'énergie renouvelable. Cependant, il est difficile de construire de nouveaux barrages ou des parcs éoliens en raison de leur impact négatif dans le paysage, comment pouvons-nous sortir de cette impasse ?

R. C. : Pour ma part, je trouve qu'il manque effectivement un certain leadership pour pouvoir faire passer de nouveaux projets, de gros projets comme vous venez de les citer et là je dois saluer et rendre hommage à nos prédécesseurs du siècle passé qui ont réalisé tous ces barrages, dans les Alpes notamment. Aujourd'hui, je crois qu'on n'arriverait pas à faire ne serait-ce qu'un dixième de tous ces projets, alors que nous sommes bien contents de les avoir. Actuellement, nous avons des contradictions entre certaines organisations de protection de l'environnement qui, dans certains cas, agissent à juste titre pour la protection du paysage, mais maintenant n'importe quel paysage fait l'objet d'opposition. Je pense qu'on n'anticipe pas assez, ou que l'on n'est pas prêt à faire des compromis. On ne va peut-être pas mettre de l'éolien dans le Lavaux ou à Zermatt, mais il y a peut-être d'autres endroits où le paysage n'est pas forcément primordial. Il y a également des endroits en plaine qui pourraient être envisageables. Mais il faut surtout un mix de solutions, on pourrait peut-être rehausser certains barrages et développer le photovoltaïque. Il y a des solutions qui permettront d'arriver à cette transition énergétique. Nous avons une technologie qui doit être développée !

F. K. : Zum heutigen Zeitpunkt sind die Technologien noch zu wenig ausgereift, um den Strombedarf durchgehend sicherzustellen. Photovoltaik produziert nur Strom, bei ausreichender Sonneneinstrahlung und die Windräder, sofern genügend Wind weht. Zwar existieren bereits Speichertechnologien, doch diese sind zu ineffizient. 60% des Stroms wird mit Wasserkraft produziert, diese hat allerdings nur ein Ausbaupotenzial von 5%. Wenn die Kernkraft wegfällt, müssen 30% der Stromproduktion durch erneuerbare Technologien sichergestellt werden. Die Versorgungssicherheit wird aufs Spiel gesetzt, welche essentiell für unsere Wirtschaft und Gesellschaft ist.



R. C. : Je ne suis pas de cet avis sur le thème de l'énergie nucléaire, dans le sens où même si on voulait construire une nouvelle centrale nucléaire aujourd'hui, on n'arriverait pas en moins de 15 ou 20 ans, c'est illusoire. Par contre, on peut faire des recherches sur d'éventuelles futures technologies du nucléaire.

F.K. : Durch den Wegfall der Kernkraftwerke wird der Stromimport massiv steigen. Elektrizität von Kohlekraftwerken und Kernkraftwerken aus dem Ausland, lösen das Problem nicht, sondern verschieben es nur über die Grenze.

R. C. : Cette possibilité sera peut-être

encore là avec la technologie actuelle. Cela dit, je suis contre l'importation du courant de provenance du charbon ou du gaz. C'est pourquoi il faut continuer de développer de la production indigène. Il faut développer le smart grid, les technologies de stockage de courant et, pour ça, il y a aussi des technologies, telles que le power to gaz où on transforme de l'énergie en gaz naturel qui peut être stocké dans le réseau et qu'on peut ensuite transformer en électricité. Je suis un soutien inconditionnel de la recherche au niveau des universités. Ce défi, je le compare à Kennedy qui en 1961 avait dit que, en moins de 10 ans, on irait sur la Lune. Il ne savait pas comment y aller, mais il a fixé un cap et il l'a fait.

Des solutions sont possibles, mais il y a des fronts qui se sont durcis ces 10 dernières années, notamment chez le plus grand parti de Suisse qui est devenu très dogmatique, et avec qui il est difficile de trouver des solutions.

F. K. : Unsere Stromversorgung muss gewährleistet sein, dazu brauchen wir eine breite Palette an Produktionstechnologien und eine intensive Verflächung im europäischen Stromnetz. Aber sicher kein Technologieverbot und abstraktes Wunschdenken. Besonders unter Berücksichtigung, dass der Bedarf nach Strom, aufgrund der Elektromobilität und des Bevölkerungswachstums, in Zukunft weiter zunehmen wird.

« L'initiative pour les glaciers » demande que le Suisse se passe de tout gaz à effet de serre d'ici 2050. Est-ce une proposition réaliste et réalisable selon vous ?

F. K. : Ich halte grundsätzlich nichts davon, ein Verbot von fossilen Brenn- und Treibstoffen in unsere Bundesverfassung zu schreiben, da es unklar ist, ob bis 2050 der Ausstieg technologisch machbar ist. Ist dies nicht der Fall, wird es einschneidende Massnahmen in die Wirtschafts und Gesellschaft geben. Anstatt dieser Symbolpolitik wünsche ich mir mehr Pragmatismus und Massnahmen, die uns tatsächlich weiter bringen.

R. C. : Je soutiens cette initiative pour les glaciers, notamment pour le but qu'elle fixe et qui est de viser la neutralité au niveau des émissions de CO₂ d'ici 2050. Je trouve bien d'avoir des objectifs, et après de laisser le marché trouver des solutions. Si on limite les émissions de CO₂, toujours plus de voitures vont être construites avec une motorisation électrique ou alors ce sera des voitures à l'hydrogène. C'est aux fabricants de développer le système qui sera le plus efficace et le moins cher pour le marché. Quand on a interdit l'amiante pour des raisons de santé, l'industrie du bâtiment ne s'est pas effondrée, on a trouvé d'autres solutions.

F. K. : Man muss allgemein berücksichtigen, dass der CO₂-Austoss der Schweiz gerade einmal 0.1% der weltweiten, menschengemachten Emissionen ausmacht. Damit es auch Verbesserungen bei den anderen 99.9 % gibt, braucht es primär neue und bessere Technologien. Die Schweiz soll

auch eine Vorbildfunktion einnehmen. Dies werden wir aber nur erreichen, wenn wir ein Gleichgewicht zwischen Umwelt, Wirtschaft und Gesellschaft hinkriegen. Dazu brauchen wir die Martwirtschaft und ihre Mechanismen.

R. C. : Je suis d'accord sur le fait qu'il faut des accords internationaux, nous avons l'Accord de Paris de 2015 qui prévoit justement une limitation de 1.5 degré à l'horizon 2050. Certains parlent de 2030, mais c'est purement du populisme, parce qu'il est clair que là on arriverait au déploiement de mesures liberticides très drastiques, inconcevables dans la société actuelle dans laquelle on vit.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
KILIAN DEILLON**
Membre du comité

PORTRAITS EXPRESS



RAPHAËL CASAZZA

CONSEILLER GÉNÉRAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

Raphaël Casazza, 42 ans, est ingénieur dipl. EPF en environnement. Il est associé et membre de la direction du bureau d'ingénieurs Triform SA. Raphaël Casazza est en outre conseiller général à Fribourg depuis 2012 et membre des Conseils d'administration de SINEF SA et de Eau de Fribourg-Freiberger Wasser.



FABIAN KUHN

VIZEPRÄSIDENT DER JUNGFREISINNIGEN FREIBURG

Vizepräsident der Jungfreisinnigen Freiburg ist Fabian wohnhaft in Murten und studiert Wirtschafts- und Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg.

Profil

À LA HUSSARDE !

ÉNERGIE HYDRAULIQUE, SOLAIRE OU NUCLÉAIRE

Raphaël Casazza : Hydraulique.

Fabian Kuhn : Wasserkraft.

UNE DESTINATION DE RÊVE POUR LES VACANCES

F. K. : Ich gehe sehr gerne wandern, es ist wichtig zu schauen wie schön ist die Schweiz.

R. C. : J'ai comme projet de faire la traversée des Alpes.

PLUTÔT GUIDE DU ROUTARD OU HÔTEL 5 ÉTOILES :

R. C. : Guide du routard.

F. K. : Guide du routard.

VÉLO ÉLECTRIQUE OU VOITURE ÉLECTRIQUE

F. K. : Velo nicht elektrisch.

R. C. : Vélo électrique.

GRANDE SURFACE OU MARCHÉ ARTISANAL

R. C. : J'avoue que je vais en grande surface, mais je fais très attention au produit que j'achète.

F. K. : Als Student Supermarkt.

SHOPPING SUR INTERNET OU EN MAGASIN

R. C. : Ni l'un ni l'autre.

F. K. : Internet.

LE FUTUR DU TRAFIC, C'EST...

R. C. : Le métro câble.

F. K. : Stadt in den Sternen.

LA VOITURE DANS 30 ANS, C'EST...

R. C. : Voiture hydrogène

F. K. : Effizienz umweltfreundliche

LA QUESTION NUMÉRIQUE

CONSEIL NATIONAL

VICTORIA MALECKI &
CHRISTOPH WIELAND



Les progrès technologiques liés à la numérisation suscitent jour après jour de nouvelles promesses. Certaines sont pleines d'espoir, alors que d'autres annoncent un avenir sinistre et conduisent à un climat de discussions mélangeant enthousiasme et peur. Au milieu de tous les débats, un seul constat fait l'unanimité : la révolution numérique est en marche et rien ne semble pouvoir l'arrêter. Si elle présente des immenses opportunités pour la Suisse, il sera nécessaire que les responsables politiques l'accompagnent de manière intelligente.

Une étude d'Oxford prédit que dans les économies avancées, 40 à 50 % des emplois vont être transformés ou vont disparaître. Quelles sont selon vous les mesures que la Suisse doit prendre pour faire face à ce changement drastique du marché du travail?

Christoph Wieland : Il est essentiel que la politique et l'économie aient des contacts rapprochés et réguliers. On l'a constaté dans le passé, chaque révolution industrielle a créé de nouvelles professions, même s'il y a toujours eu des perdants.

C'est un risque qu'on court aussi aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle le contact entre les politiques, l'économie privée et les universités doivent être fréquents pour pouvoir définir au mieux les lois. Le rôle des politiques est aussi de rester proche et de comprendre les gens qui devront travailler avec ces nouvelles technologies par la suite. Il vaut mieux prévenir que guérir.

Victoria Malecki : Ich habe diese Studie nachgelesen, welche sagt, dass nach 25 Jahren 47% der Jobs nicht mehr existieren werden. Das klingt natürlich sehr beängstigend, aber muss man die Rahmenbedingungen verstehen. Das wird der Fall sein, wenn unsere Wirtschaft unflexibel auf Anpassungen reagiert.

Um Anpassung vorzunehmen, müssen wir zuerst herausfinden und verstehen was der Arbeitsmarkt will, respektive was die Arbeitskräfte wollen. Heute ist klar, dass ein Arbeiter häufiger nach Veränderungen strebt, wie zum Beispiel nach flexiblen Arbeitszeiten zu arbeiten. So müssen sicherlich im Bereich der Sozialversicherungen Anpassungen vorgenommen werden, die in Zukunft eine neue Arbeitswelt mit neuen Arbeitsmodellen ermöglichen. Es muss auch Klarheit darüber geschaffen werden, dass mit jeder Umgestaltung der wirtschaftlichen Mittel, wie auch mit der Digitalisierung neue Berufe geschaffen werden. Wir müssen aufhören die Digitalisierung als Gefahr anzusehen, und

versuchen ihre Chancen zu erkennen und zu nutzen.

C. W. : C'est un point essentiel. On a toujours la crainte de perdre des emplois, pourtant on remarque que beaucoup de nouvelles professions ont été créées par la révolution technologique. Personnellement, j'ai fait un apprentissage de mécanicien poids lourds en 2000. À ce moment-là, il n'y avait que la profession de mécanicien. Aujourd'hui, avec les voitures qui intègrent des technologies de plus en plus pointues, trois nouveaux secteurs de perfectionnement pour les mécaniciens ont été proposés. On ne doit pas oublier que même si certains métiers risquent de disparaître, de nouveaux vont se développer. C'est le rôle de la politique d'être en contact permanent avec les entreprises afin de connaître leurs besoins et anticiper les changements.

Est-il nécessaire de taxer les robots et les algorithmes qui vont remplacer les employés et de manière plus globale de repenser le système de taxation des entreprises du Web?

C. W. : La taxation aurait du sens si l'on perdait uniquement des emplois, sans en créer de nouveaux. Mais comme expliqué, je ne pense pas que ça soit le cas. Dans ce contexte-là, taxer un robot me paraît ridicule!

V. M. : Ich bin auch der Meinung, dass wenn wir von Robotern und Algorithmen sprechen, eine Besteuerung nicht sinnvoll wäre. Da aber heute viele Unternehmen auf rein „digitale Arbeit“ umsteigen, stellt sich eher hier die Frage nach einer sinnvollen Besteuerung. Oftmals ist die klassische Steuergrundlage einer physischen Präsenz in einer Betriebsstätte nicht mehr gegeben. Die Thematik der „virtuellen Betriebsstätten“ und deren Besteuerung werden in Zukunft noch eine wichtige Rolle spielen.

C. W. : Pour clarifier la situation, il faut définir si on veut un cadre juridique, ce qui n'est pas la volonté de tous les acteurs. J'ai eu la chance de discuter avec certains employés de Uber et malheureusement ils n'ont aucune assurance. Et si un jour, ils ne peuvent plus travailler, aucune assurance ne les prendra en charge et ça sera donc à la société de le faire. La Suisse a mis en place des assurances sociales, dans le but



de protéger les employés, depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui on cherche à retourner en arrière et c'est dommage. Je suis président de TaxiSuisse de l'ASTAG avec plus de 4000 entreprises comme membres et nous avons beaucoup de discussion concernant Uber. Bien sûr des entreprises telles que cette dernière nous reprochent de freiner les avancées technologiques. Pourtant il existe des cas de conducteurs de taxi qui se sont retrouvés sans aide, après 2 ans de travail, suite à un accident. Dans ce contexte-ci, il est de la responsabilité de l'Etat, que chaque employé ait un filet de secours. Je suis favorable aux nouvelles technologies, comme Uber, mais il faut veiller à ne pas mettre encore plus en danger une tranche de la population, qui souffre déjà.

V. M. : Unser Rahmen der Sozialversicherungen ist sehr wichtig. Diese Institutionen wurden geschaffen, damit in bestimmten Situationen reagieren werden kann und die Beteiligten geschützt werden können. Für einen Uber-Fahrer stellen sich im Bereich der Sozialversicherungen vielerlei Fragen, die auf seine virtuelle Betriebsstätte zurückzuführen sind. Hier

müssen Lösungen angestrebt werden. Ich bin nicht der Ansicht, dass der Staat alles machen und für alles sorgen muss, aber solche Rahmenbedingungen gehören dazu und sind von grosser Bedeutung.

C. W. : C'est une question très intéressante et qui touche notamment les nouveaux horaires de travail. Un chauffeur Uber est disponible 24h/24, alors que pour les taxis traditionnels, les heures de travail sont délimitées par la loi. Tous les acteurs ne sont pas traités de manière équitable.

V. M. : Wir haben ein funktionierendes System, dass gerecht sein sollte und dann entstehen durch neue und gute Technologien einige Ungerechtigkeiten. Wichtig dabei ist, diese neuen Technologien nicht zu kritisieren, sondern zu versuchen diese Systeme anzupassen, vielleicht etwas umzugestalten, so dass unser System für alle wieder gerecht ist.

Dès lors, est-ce qu'il faut faire rentrer les nouveaux acteurs dans le cadre légal actuel ou faut-il l'élargir?

C. W. : C'est une question dont nous avons déjà beaucoup discuté. Le point important

est que tous les acteurs soient traités de manière équitable. Maintenant, est-ce qu'il faut soumettre un acteur à la loi ou élargir le cadre légal actuel? Même si je suis de nature libérale, il est nécessaire d'avoir un cadre dans certains cas, notamment dans le cadre du travail. Si nous n'avions pas des lois qui régissaient les heures de conduite dans mon domaine d'activité, j'aurais des chauffeurs qui conduiraient 24h/24. Un cadre est donc essentiel, mais je pense qu'il y a des possibilités de l'élargir. Les lois doivent s'adapter aux nouvelles réalités. La société doit aussi décider ce qu'elle souhaite comme économie, comme protection des travailleurs. C'est une question philosophique. Lors de ce dernier siècle, la Suisse a décidé d'encadrer le travail, pour assurer notamment que les travailleurs aient une vie privée. Ce modèle est aujourd'hui mis en danger par des entreprises comme Uber. Pourtant, si une majorité de la population estime que cette protection n'est plus nécessaire, je suis prêt à l'accepter.

V. M. : Allgemein gesagt, bestehen in diesem Bereich bereits einige Gesetze und Vorschriften, die von den Bürgerinnen und Bürgern einzuhalten sind. Unternehmen

wie Uber kommen neu dazu und man sollte eigentlich meinen, dass sie die bestehenden Gesetze einzuhalten haben. Andererseits, muss man sagen, dass die Situation wirklich spezifisch ist und auch die Kontrollmöglichkeiten im Vergleich zum Aufwand schwierig sind. Es gibt keine Ideallösung, aber ein Vergleich, eine Vereinbarung zwischen genau solchen Gesellschaften, bzw. Gewerkschaften könnte der erste Schritt sein.

C. W.: Ce qui me plaît dans cette question est l'aspect de la prévention. C'est quand même l'État qui doit donner un cadre, même si évidemment chacun est responsable de ses actions. Nous le faisons avec les limitations de vitesse ou l'alcool au volant. De plus, la prévention est absolument indispensable. Évidemment, si quelqu'un met une photo de lui nu sur Internet, c'est de sa responsabilité, mais je pense que nous ne nous rendons pas compte de l'utilisation qui est faite de nos données dans de nombreux cas. On a vu l'exemple de l'utilisation des données dans le cadre des élections américaines. Je pense aussi à mon natel qui m'indique qu'il me faudra trois minutes pour rejoindre la prochaine station essence, alors que je n'ai jamais donné cette information, mais il est capable de déduire cette information. Si on commence à réfléchir à la possible évolution de l'utilisation de nos données, ça peut faire peur. On est quasiment nu sur Internet. Je pense que dans ces cas spécifiques, il est nécessaire d'intervenir.

Est-ce que vous pensez que nous allons pouvoir continuer à avoir un débat politique serein, alors que les réseaux sociaux créent des bulles médiatiques où l'on voit uniquement du contenu qui correspond à nos idées et qu'il y a maintenant la possibilité de cibler les utilisateurs pour les influencer dans un sens ou dans l'autre?

C. W.: Je pense que c'est un danger et que nous devons adresser cette question en amont. Les jeunes doivent s'intéresser à la politique et aller chercher les informations, mais la politique a la responsabilité de donner envie aux gens de s'informer. Je pense que quelqu'un qui est si facile à influencer ne s'est pas vraiment bien renseigné, n'a pas mené une réflexion poussée. Il est donc nécessaire que nous ayons des sources d'information qui soient aussi objectives que possible. Il est aussi important que nous fassions des débats en personne et pas uniquement sur les réseaux



sociaux. Je pense à Arena en Suisse allemande par exemple. C'est une émission qui permet d'avoir les idées de tous les bords politiques qui s'affrontent.

V. M. : Wenn wir bei der Thematik der Wahlmanipulation verbleiben, muss man anfügen, dass viele Jugendliche heute viel zu bequem sind sich zu informieren. Viele gehen davon aus, dass es ihnen gut geht und sie sich aus diesem Grund nicht einmischen wollen. Daher erscheint die Möglichkeit einer Werbung über die sozialen Medien als einziger Weg an die junge Wählerschaft zu gelangen. Wenn wir aber von personalisierten Anzeigen sprechen, die darauf abzielen die Überzeugungen der Menschen zu manipulieren, ist der negative Einfluss auf eine gesunde politische Debatte nicht abzustreiten. Dieser Einfluss kann gefährlich werden, wenn man bedenkt was bei den US-Wahlen oder beim Brexit passiert ist. Die Tatsache durch Algorithmen Schwachstellen oder Anlaufstellen zu suchen und die Informationen derart zu legen, hat nichts mehr mit gesundem Marketing zu tun. Ich denke, dass aus Bequemlichkeit wirkliche Gefahren entstehen können. Was die Schweiz betrifft denke ich, dass unsere

politische Debatte nicht in diesem Ausmass manipuliert werden wird. Ich möchte aber auch anmerken, dass politische Werbung von Grund auf nicht schlecht ist. Die Politik und der Austausch zwischen Politikern und der Bevölkerung setzen auf Werbung. Daher können und müssen auch soziale Plattformen für erfolgreiche Methoden der Werbung genutzt werden. Ich bin aber der Meinung, dass diese Plattformen so genutzt werden sollten, wie Zeitungen oder wie Plakate. Ohne, dass dabei gezielt die Manipulationsmöglichkeiten des einzelnen Wählers zu nutzen und diesen gezielt anzusprechen. Das man bei jedem Klick sagt was man denkt, ist gefährlich und kann missbraucht werden. Auch für die Schweiz kann dieses Vorgehen in Zukunft gefährlich werden.

C. W.: Je pense que le danger en Suisse est un peu moins grand, grâce à notre système politique décentralisé. De plus, je ne sais pas si l'on peut dire que l'élection de Trump ou la votation du Brexit sont dues uniquement à la manipulation sur les réseaux sociaux. Il y a aussi d'autres aspects à prendre en compte. Le ciblage a aussi des aspects positifs et permet d'afficher des publicités qui intéressent les gens.

Est-ce que le revers de la médaille n'est pas que le ciblage permet d'influencer les citoyens à voter d'une certaine manière, comme l'a montré le scandale autour de Cambridge Analytica qui a ciblé les gens qui étaient susceptibles de changer d'avis et les a bombardés de fake news?

C. W. : Il faut aussi se demander pourquoi ces personnes étaient susceptibles de changer d'avis. Comme discuté auparavant, c'était peut-être des gens qui étaient peu informés. C'est pour cela qu'il est important que les gens aient cette envie de s'informer sur les enjeux politiques et de participer à la vie citoyenne.

V. M. : Mir macht es eher Angst, dass diese Plattformen versuchen uns zu beeinflussen. Ich sehe in diesen personalisierten Anzeigen keinen positiven Aspekt. Im Scannen von Informationen und von jeder Bewegung, die man im Netz tätigt, sehe ich keinen positiven Nutzen. Man muss versuchen die Nutzer des Internets so gut wie möglich zu informieren, damit sie sich ihre eigene Meinung bilden können. So würden Manipulationen nur noch eine geringe Rolle spielen.

Finalemment, êtes-vous pour ou contre le vote électronique ?

C. W. : J'y suis favorable dans la mesure où nous utilisons un système sûr qui assure la sécurité des données. Dans un monde où je peux faire des transactions bancaires ou avoir ma carte de donneur d'organe sur mon téléphone, il semble naturel de pouvoir voter de manière électronique.

V. M. : Das Problem ist genau dieser Sicherheitsrahmen, der enorm sein müsste und schwierig zu gewährleisten sein wird. Ich sehe einfach das Risiko darin, dass man bei E-Voting meint es sei „schneller, einfacher, günstiger“, das stimmt alles nicht.

C. W. : Je pense que c'est quand même plus rapide.

V. M. : Schneller vielleicht, aber man muss auch ein Registrierungscode per Post erhalten. Es werden also gleich wie bei den Abstimmungen Unterlagen zugeschickt. Man muss sich einloggen und registrieren. Das ganze System muss unglaublich sicher sein, was auch grosse Kosten mit sich tragen wird. Wir haben das E-Voting System in Genf gesehen, es wurde gehackt und die Daten konnten

auf einen anderen Server übertragen werden. So können Wahlergebnisse einfacher manipuliert werden. Momentan ist das System in Anbetracht der Sicherheit noch nicht so weit, deswegen bin ich persönlich noch nicht überzeugt. Ein weiteres Argument wäre, das vor allem die älteren Generationen Mühe mit diesem System hätten. Natürlich kann man sich nicht nur auf dieses Argument stützen, aber das generelle Vertrauen in eine elektronische Abstimmung wäre nicht annähernd so gross, wie in eine schriftliche Abstimmung. Durch diese Geste der Schriftlichkeit wird das System der direkten Demokratie gestärkt.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
YANNICK GIGANDET**

Membre du comité

PORTRAITS EXPRESS



VICTORIA MALECKI

PRÄSIDENTIN DER FDP BÖSINGEN

Victoria Malecki, 23 Jahre alt, ist Studentin der Rechtswissenschaften in französischer und deutscher Sprache an der Universität Freiburg. Politisch engagiert sie sich seit ihrem 18. Lebensjahr. Sie ist zurzeit Präsidentin der FDP Bösingen, im Sensebezirk des Kantons Freiburg, und ist im Vorstand der Jungfreisinnigen Freiburg als Kassiererin tätig. Nächstes Jahr wird sie das Masterstudium an der Universität Sorbonne-Assas in Paris fortsetzen.



CHRISTOPH WIELAND

ANCIEN CONSEILLER COMMUNAL DE COURLEVON

Christoph Wieland, 34 ans, est juriste, mécanicien poids lourds et policier. Il est aujourd'hui membre de la direction de Wielandbus SA. Christophe Wieland est impliqué dans plusieurs associations et groupes d'intérêt et a été conseiller communal à Courlevon.

Profil

À LA HUSSARDE !

UBER OU TAXI, AIRBNB OU HÔTEL

Victoria Malecki: Taxi et hôtel.

Christoph Wieland: Taxi et hôtel, mais dans les pays où la situation légale est claire, aussi UBER et Airbnb.

CONGÉ PATERNITÉ OU CONGÉ PARENTAL

V. M.: Congé parental.

C. W.: Congé parental.

AVION, VOITURE OU TRAIN POUR VOS PROCHAINES VACANCES

V. M.: Avion.

C. W.: Ça dépend la destination, vu que je n'ai pas de vacances prévues, je ne sais pas encore.

ACCORD-CADRE OU INDÉPENDANCE

V. M.: Accord-cadre.

C. W.: Accord-cadre sans perdre notre indépendance.

ENTREPRISES RESPONSABLES OU CONSOMMATEURS RESPONSABLES

V. M.: Consommateurs responsables.

C. W.: Les deux.

LE SERVICE MILITAIRE POUR TOUS, FEMMES COMPRISES

V. M.: Non.

C. W.: Difficile... Mais plutôt oui.

AVS, SYMBOLE DE COHÉSION SOCIALE OU SCHÉMA DE PONZI ? SYMBOLE DE COHÉSION

V. M.: Symbole de cohésion.

C. W.: Symbole de cohésion.

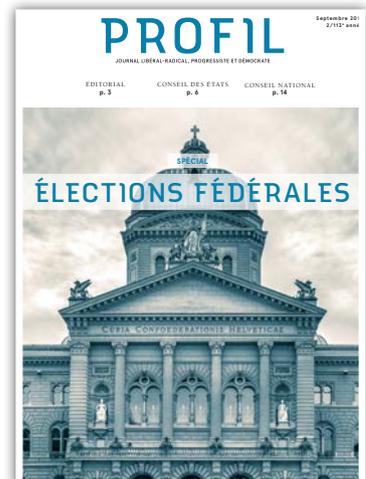
ABONNEZ-VOUS

**SOUTENEZ LA DIFFUSION DES IDÉES LIBÉRALES-RADICALES
DANS LE CANTON DE FRIBOURG !**

4 NUMÉROS PAR AN POUR 40.– CHF

Pour souscrire à un abonnement, prière de vous adresser à
Janine Grandjean, secrétaire de l'ADIR :
janine.grandjean@bluewin.ch

Profil est un journal indépendant, lié au Parti libéral-radical fribourgeois (PLRF). Héritier d'une longue tradition éditoriale dans le canton de Fribourg, il est le descendant de *L'Indépendant*, fondé en 1898. Édité par l'Association pour la défense des idées libérales-radicales (ADIR), *Profil* paraît quatre fois par année et apporte à ses lecteurs des informations sur la vie du PLRF et de ses élus. Il offre des éclairages sur des thèmes de société à la lumière du libéralisme et du progressisme.



AGENDA

20.10

Le 20 octobre, votez et faites voter

LISTES 3 & 14.

Voilà. C'est tout. Merci. Et bravo.
